

La triste farce de la «victoire du non»

Du nationalisme des partis bourgeois de gauche et des manœuvres politiciennes de l'extrême gauche

Comme lors de chaque compétition électorale, chacun, vainqueur ou vaincu, se félicite des résultats du référendum du 29 mai 2005.

Certes, les partisans du oui font un peu la tête et affirment que «la France» a pris quelques années de retard dans ce qu'ils appellent «la construction de l'Europe». Mais ils se consolent en se disant qu'après tout ils ont encore le pouvoir (UMP) ou qu'ils vont bientôt le récupérer (PS). Quant aux partisans du non, ils se réjouissent avec raison de la gigantesque baffé que s'est pris Chirac et beaucoup avancent la nécessité de sa démission et de nouvelles élections anticipées, élections qui n'ouvriront inmanquablement la voie qu'à d'amères désillusions, quels qu'en soient les résultats.

Mais les partisans du oui comme ceux du non expliquent tous que la campagne a «réveillé l'intérêt pour la politique», «le débat dans la France d'en bas», qu'il y a eu des «réunions passionnantes», que «tout le monde étudiait la Constitution stylo à la main», etc. Comme à chaque élection, et c'est encore plus visible pour celle-ci, les participants à la farce électorale baignent en fait dans l'autosatisfaction franco-française et souvent chauvine, ou en tout cas paternaliste vis-à-vis des autres peuples européens. Et quoi de plus normal, puisque c'est justement l'une des fonctions du système électoral ? Faire communier tous les individus d'un Etat donné, quelle que soit leur classe sociale, dans l'illusion qu'ils sont tous égaux puisqu'ils ont tous le même bulletin de vote à leur disposition. Leur faire croire qu'en abandonnant leur pouvoir de décision entre des représentants incontrôlables et incontrôlés, sans que ceux-ci soient obligés de tenir leurs engagements ou de respecter leur programme, les acteurs agissent pour le bien général de la nation, exploités et exploités confondus.

Mais puisque cette élection concernait l'Europe, il faut aller plus loin dans l'analyse non pas des résultats du scrutin lui-même et des combines politiciennes franco-françaises – les spécialistes s'en chargeront pendant des mois – mais des positions défendues par les partisans du «non de gauche», de leur triomphalisme mystificateur et de leur incapacité à bâtir une analyse internationale et internationaliste.

Une cécité générale

Pour toute personne qui s'intéresse à la vie politique en France depuis quelques années, un certain nombre de choses restent immuables. Les politiciens bourgeois pensent que leur impérialisme est toujours aussi puissant qu'au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle ; quant aux révolutionnaires, on a l'impression qu'ils agissent comme si l'opinion de Marx sur la supériorité politique du mouvement ouvrier français était encore valable, un siècle et demi plus tard. Comme si on vivait encore dans la période ouverte par la Révolution de 1789 et close en France par la Commune de Paris, période où effectivement le prolétariat de France pouvait sembler à «l'avant-garde» des autres prolétariats par sa détermination à affronter l'Etat (comme en témoignent les années 1789-1792, 1830, 1848 et 1870).

Curieusement, ni les conservateurs ni les révolutionnaires ne veulent tirer les conséquences politiques du fait que la France est désormais une puissance impérialiste en déclin sur le plan militaire, et menacée sur le plan économique. Elle ne peut tenir son rang dans le chœur des puissances capitalistes qu'en concluant d'étroites alliances économiques et politiques transnationales, d'où le caractère vital pour la bourgeoisie française du projet européen et sa volonté une partie de sa « souveraineté nationale ».

Face à cette situation, les révolutionnaires ont été incapables, depuis plus de cinquante ans que se met en place l'Europe, d'instaurer des liens réguliers avec leurs camarades d'autres pays (européens ou pas), à la fois pour construire une réflexion et pour faciliter une action sur toutes les questions : retraites, salaires, migrations, répression policière, justice, systèmes de santé ou d'éducation, etc.

Et lorsque Lutte ouvrière et la LCR ont eu cinq députés pendant une législature au Parlement européen quel a été leur bilan ? En quoi ces cinq années de présence au sein des institutions européennes ont-elles armé ces organisations pour préparer la bataille non seulement en France, mais dans toute l'Europe, contre le Traité constitutionnel et ses conséquences ?

A en juger par l'absence de collaboration entre les groupes révolutionnaires européens durant la campagne du non, on est tenté de répondre : à rien du tout.

Et on pourrait en dire autant à propos des anarchistes et des libertaires qui comptent des partisans dans à peu près tous les pays d'Europe et ont eux aussi été incapables de mener la moindre campagne internationale contre le Traité ou (s'ils voulaient s'abstenir) autour des questions qu'il soulève. Quelles sont alors les causes de cette absence de mise en pratique d'un internationalisme hautement revendiqué par les trotskistes comme par les anarchistes (1) ?

Cette cécité politique générale concernant le déclin de l'impérialisme français, cette incapacité à agir et réfléchir à l'échelle européenne, voire mondiale, tiennent à une raison fondamentale : les réactionnaires, les réformistes voire une partie de la gauche marxiste dite «révolutionnaire» partagent les mêmes lunettes nationales occultées par leurs références universalistes et républicaines.

Pour l'extrême gauche marxiste, ses références françaises (de Jaurès à Bourdieu, en passant par Nizan, Bettelheim, Politzer ou Poulantzas) sont toutes des références étatistes, d'inspiration social-démocrate ou stalinienne. Et quand leurs lectures dépassent l'horizon français, ce n'est pas dans les écrits des bolcheviks et des «belles années» de l'Internationale communiste (1919-1924) qu'ils puiseront un sens critique vis-à-vis de l'Etat puisque c'est justement ce courant qui a théorisé la domination du Parti sur l'Etat, les syndicats, les conseils ouvriers... et la classe ouvrière.

Quant aux anarchistes, leurs références intellectuelles, si elles ne sont pas étatistes, sont elles aussi pour une grande part franco-françaises : certains libertaires ressassent inlassablement un passé certes riche (Proudhon, les frères Reclus, Fernand Pelloutier, George Sorel, Sébastien Faure, Jean Grave, Emile Pouget, etc.) mais vis-à-vis duquel ils éprouvent surtout une nostalgie acritique ; pour de nombreux militants anarcho-syndicalistes on a souvent l'impression que le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914 constitue une sorte d'horizon indépassable ; les anarchistes plus jeunes sont fréquemment attirés par les jongleries verbales et les exercices de style des situationnistes et des néo-situs que l'on a du mal à classer dans les armes indispensables au combat politique quotidien contre le Capital, ou alors, avides de savoir et de réponses nouvelles, ils dévorent, tout comme les jeunes trotskistes d'ailleurs, la prose de la gauche étatiste d'ATTAC à Bourdieu, sans toujours en déceler les pièges.

Jusqu'à plus ample informé, la réflexion politique quotidienne des libertaires de France ne semble guère puiser dans les analyses menées par les anarchistes d'autres pays, d'hier ou d'aujourd'hui. Très peu d'ouvrages écrits par des anarchistes américains, espagnols, argentins, allemands, italiens, etc., sont traduits en français et ceux qui le sont (Murray Bookchin et Noam Chomsky) ne brillent guère par leur radicalité..

Donc, qu'ils soient trotskistes ou anarchistes, les révolutionnaires français, pour des raisons différentes mais qui aboutissent à des conséquences assez semblables, ont bien du mal à prendre des distances avec leur histoire et leurs deux principales traditions nationales, jacobine d'un côté, syndicaliste révolutionnaire de l'autre.

Un fonds idéologique commun à la gauche et à la droite : le culte de l'Etat et de la nation

Il existe, que cela leur plaise ou pas, une rhétorique politique nationale, commune à la droite, à la gauche, voire même à l'extrême gauche dans certains cas. Cette rhétorique puise, dans des proportions diverses et de manière différente, dans des thèmes communs dont le rappel permanent de l'apport des philosophes des Lumières, l'universalité de la Déclaration des droits de l'homme, l'idéologie républicaine et laïque, la prétendue « démocratie communale », une vision idéalisée de la Résistance sous l'Occupation, le mythe de la neutralité des services publics et, plus récemment, l'idéologie qui a pris de l'ampleur avec le mouvement altermondialiste : le citoyennisme, la «démocratie participative», qui puisent dans la tradition politique nationale-étatiste française et se résument à une croyance aveugle en les mensonges et les illusions de la démocratie bourgeoise.

Bien sûr, tous les républicains, les laïques et même les citoyennistes ne sont pas des chauvins de la pire espèce, et leur universalisme jacobino-laïque comporte certains aspects très positifs. Mais, même lorsqu'ils invoquent de vagues valeurs internationalistes ou altermondialistes, ils sont incapables de

rompre pratiquement avec l'idéologie qui a pris de si nombreuses formes durant l'histoire des luttes de classes en France. Cette idéologie est fondée sur le culte de l'Etat et de ses institutions, la croyance en son rôle protecteur, progressiste, quasi messianique, un rapport acritique au parlementarisme et aux formes de confiscation de la volonté populaire. Et au cours des dernières années, les campagnes menées contre l'AMI, ou plus récemment contre la directive Bolkenstein, ont été marquées par une inquiétante union nationale de la droite à la gauche, autour du thème de la supériorité du «modèle français», «modèle social français», ou de «l'exception culturelle française», thèmes qui sont le reflet d'une longue tradition dont nous ne donnerons ici que quelques exemples.

Durant la révolution de 1789, l'Etat français prétendait lutter contre toutes les monarchies européennes et constituer donc un facteur de progrès pour les peuples, et ce mythe perdure encore, sans que les deux siècles écoulés aient permis à la gauche de s'en distancer ; sous Napoléon, l'Etat impérial prétendait consolider les conquêtes de la Révolution qui avaient été exportées en Espagne, en Italie, au Portugal, en Belgique, etc., à la force des baïonnettes ; au milieu du XIX^e siècle, le Second Empire de Napoléon III essaya de jouer la carte de l'union nationale et de nouer une alliance entre des classes antagonistes, ce que Marx appela justement le «bonapartisme», et Napoléon le Petit tenta d'enchaîner le mouvement ouvrier naissant à l'Empire.

En 1914, les partis et syndicats ouvriers capitulèrent honteusement, refusant de déclencher la grève générale contre la guerre mondiale, grève dont ils parlaient dans leurs motions de congrès depuis des années, et les socialistes votèrent les crédits de guerre.

Durant les années 1930, des courants socialistes belges (De Man) et français (notamment Marcel Déat, que l'on range plutôt dans les «néo-socialistes») défendirent l'idée qu'il fallait une forte intervention de l'Etat dans l'économie pour juguler la crise internationale du capitalisme et détacher les classes moyennes du fascisme : membres de la SFIO, certains des «planistes» (comme on les appela parce qu'ils étaient, entre autres, de chauds partisans de la planification) offrirent ensuite leurs services au régime... du maréchal Pétain tandis que d'autres, plus tard, furent à l'origine... du Marché commun (André Philip).

Pendant la Résistance et le gouvernement d'union nationale présidé par De Gaulle entre 1945 et 1947, on eut droit à une autre version de l'unité nationale au nom de la «lutte contre le fascisme» et du «A chacun son Boche» (PCF), puis de la reconstruction indispensable du capitalisme français (« La grève est l'arme des trusts », Maurice Thorez).

Depuis 1945, d'ailleurs, la gauche et la droite communient dans l'évocation des «conquêtes sociales de la Résistance», oubliant quel fut le prix de ces «conquêtes» : faire marnier les ouvriers pour des salaires de misère, remplir les poches des patrons et de l'Etat pendant des décennies, soutenir toutes les aventures coloniales puis néocoloniales de l'impérialisme français.

Sous la Cinquième République, de 1958 à 1969, ce culte de l'Etat et de son prétendu rôle protecteur et «redistributeur des richesses» a pris de nouveau de l'ampleur notamment à travers les plans économiques de la Cinquième République et la figure charismatique du Général-Président dont la politique étrangère anti-américaine était soutenue par le Parti communiste français, le même parti qui menait campagne dans les années 70 sur le thème répugnant du «Produisons français» ; et durant les négociations sur le Programme commun dans les années 1970 et les deux premières années du gouvernement de la gauche unie 1981-1983 nous avons encore eu une version «de gauche» de cette idéologie national-étatiste : la nationalisation de quelques banques, compagnies d'assurances et quelques industries clés allait «changer la vie» de tous les opprimés et les exploités.

Une campagne du non où l'internationalisme a été totalement absent

En 2005 avec la prétendue campagne du «Non de gauche», soutenue par les guignols de la «gauche du PS» et la majorité du mouvement altermondialiste, sans oublier l'inévitable LCR (2), nous avons assisté à un nouvel essor de l'idéologie étatiste comme en témoignent leurs tracts et leur propagande.

La campagne pour le «Non de gauche» a vu ressurgir chez les électeurs et les sympathisants de gauche les formes les plus ambiguës de l'anti-américanisme au nom de la dénonciation de l'OTAN ou de l'OMC, ainsi que les sentiments xénophobes contre

— les tristement fameux «plombiers polonais» (3) (on vient d'ailleurs d'apprendre, après les élections bien sûr, qu'il n'y en aurait en fait que 150 ou 180 sur tout le territoire national),

— l'industrie textile chinoise (le lundi 30 mai 2005, lors d'une émission-bilan du référendum sur le TCE sur France 2, un responsable CGT eut le cynisme et le culot de dénoncer la «concurrence chinoise» sans mentionner une seule fois le sort des 19 millions d'ouvriers chinois du textile surexploités dans leur pays)

— ou l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (qui ravive les préjugés xénophobes, racistes et antimusulmans).

Face à cette résurgence spontanée des préjugés nationalistes, la gauche dite extrême comme la gauche réformiste ont choisi de faire la sourde oreille et de minimiser le phénomène puisqu'ils voulaient surfer sur la vague du «non de gauche».

De plus, il est particulièrement indécent de voir l'extrême gauche prétendre que le «non de gauche» aurait une dimension «internationaliste» alors qu'elle a été incapable, depuis l'annonce de la forte probabilité d'un référendum, d'organiser la moindre campagne, la moindre série de meetings, à l'échelle européenne regroupant les forces révolutionnaires des différents pays de l'Union européenne pour critiquer le contenu du Traité constitutionnel et en expliquer les enjeux réels pour tous les prolétaires européens, pas simplement pour les prolétaires français.

Aujourd'hui, il n'existe aucun moyen de comptabiliser et de différencier entre les votes non, de droite et de gauche : pourtant si l'extrême gauche l'avait voulu, elle aurait parfaitement pu imprimer ses propres bulletins non et les diffuser massivement dans le cadre d'une campagne internationaliste sur le terrain électoral. Mais évidemment cela aurait dérangé le ronron électoral et perturbé le dépouillement des votes...

Globalement considéré, ce vote non est d'autant moins internationaliste que 42 % des électeurs du non pensent qu'«il y a trop d'étrangers en France» contre 21 % des électeurs du oui. Et que les électeurs du Front national se sont plus mobilisés pour le non (90 %) que ceux d'extrême gauche.

Où sont passés les 6 millions de voix de Le Pen et de Villiers ?

Loin d'être une «victoire» de la classe ouvrière ou la «revanche des classes populaires sur Maastricht» (dixit Alternative libertaire) la pseudo «victoire du non» est le fruit d'une alliance contre nature dans les urnes entre les 6 millions d'électeurs Le Pen et de Villiers (dont les positions xénophobes et racistes ne sont plus à démontrer) avec les 9 millions d'électeurs PC et PS (et encore cette estimation est-elle optimiste puisqu'elle suppose que la droite traditionnelle n'a pas apporté la moindre contribution au camp du non, ce qui est manifestement inexact puisqu'il existe une droite souverainiste). Une telle «victoire» n'a rien à voir avec la défense des intérêts des exploités.

Il faut avoir un sacré culot et un certain mépris pour l'intelligence des travailleurs pour affirmer que le non aurait «marginalisé l'extrême droite». Ce sont les mêmes qui nous expliquaient qu'il fallait voter Chirac en 2002 parce que les 5 millions d'électeurs de Le Pen représentaient un danger «fasciste» et qui aujourd'hui nous expliquent que ces 5 millions d'électeurs dangereux se seraient évanouis en fumée – à moins qu'ils ne se terrent dans leurs caves ?

Une «grande victoire symbolique» ? Un «immense espoir» ?

D'ailleurs les anarcho-électorales d'Alternative libertaire dévoilent de façon bien naïve le manque d'ampleur de leur vision politique lorsqu'ils écrivent sans rire que la «victoire du Non» serait une «petite victoire sociale» et une «grande victoire symbolique».

Voilà à quoi en sont réduits des révolutionnaires aujourd'hui : à se réjouir de victoires électorales, qui plus est «symboliques», ou de l'«immense espoir» (LCR) soulevé par les résultats d'un référendum-plébiscite qui s'est retourné contre Chirac. D'ailleurs nos révolutionnaires ne parlent plus guère, dans leur propagande quotidienne, de détruire l'Etat bourgeois, de former des conseils ouvriers, de supprimer le salariat, la monnaie et la hiérarchie, de réorganiser la production et la vie sociale sur des bases radicalement différentes : ils préfèrent évoquer une «rupture avec le capitalisme» (LCR) tout comme Mitterrand avant 1981 ou menacer de «faire trembler le capitalisme» (Alternative libertaire).

Lors de l'émission Transeuropéennes, mardi 31 mai, Alain Krivine, dirigeant de la LCR, a tranquillement expliqué : «ce que les gens veulent, c'est une France solidaire qui permette le plein emploi et une juste redistribution des richesses». C'est peut-être ce que «les gens» veulent, mais si c'est tout ce que des révolutionnaires ont à proposer aux travailleurs quand ils ont l'occasion inespérée

d'exposer leurs idées et leurs propositions à la télévision, franchement ils feraient mieux de se taire plutôt que de servir de porte-voix aux prolétaires les plus modérés...

Quant à la prétendue «autre Europe sociale, démocratique, écologiste et féministe», ce n'est qu'un rideau de fumée ; c'est mentir de prétendre qu'elle pourrait jaillir des urnes et, de surcroît, d'un soutien «critique» aux politicards de gauche.

C'est mentir de faire croire qu'elle pourrait venir d'une «Assemblée constituante (4)», élue à la proportionnelle, qui par ailleurs donnerait une représentation solide au Front national et à ses 5 millions d'électeurs, sans compter toutes les autres forces réactionnaires qui pourraient librement s'y exprimer, si l'on reste dans le cadre de la démocratie bourgeoise traditionnelle.

C'est mentir d'affirmer que cette «autre Europe» pourrait être facilitée par la tenue d'un «nouveau Forum social européen» qui permettrait à toutes sortes de politiciens de gauche discrédités de se refaire une virginité.

Les militants d'extrême gauche ont bien peu confiance en la force et la justesse de leurs idées pour croire qu'une pseudo-victoire électorale pourrait «gonfler le moral des classes populaires» (Alternative libertaire). C'est exactement le raisonnement que tenaient d'ailleurs la LCR ou l'OCI (ancêtre du PT actuel) en 1981 quand ils expliquaient que la venue de Mitterrand au pouvoir allait soulever l'espoir des «masses» et que celles-ci «déborderaient les appareils». On a vu le résultat : croissance exponentielle du chômage, casse de la sidérurgie, des mines, des chantiers navals, de l'automobile, dégradation générale de tous les prétendus «services publics», attaques systématiques contre les travailleurs immigrés, essor du Front national et de l'expression publique des idées et comportements racistes, etc.

Les ouvriers et les employés qui ont voté non sont peut-être momentanément contents d'avoir filé une baffé à Chirac et à certains représentants de la classe dominante. Mais ils n'ont pour le moment AUCUNE AUTRE PERSPECTIVE politique que de confier demain le pouvoir à une autre fraction de la classe dominante : la gauche qui a mené une politique anti-ouvrière chaque fois qu'elle est venue au gouvernement.

Les travailleurs n'ont pas suffisamment confiance en eux-mêmes pour prendre leurs affaires en main, s'emparer des usines et des bureaux, supprimer toute hiérarchie, se débarrasser de toutes les forces répressives de l'Etat, mettre en place leur propre pouvoir et donner une orientation radicalement différente à toute la production. Les partisans du «non de gauche» ne font que renforcer leurs illusions dans l'utilité et l'efficacité des élections, illusions dont on sait parfaitement qu'elles seront demain trahies.

Les manœuvres de la «gauche du non»

La façon dont la gauche nous explique aujourd'hui la prétendue «victoire du Non» témoigne une fois de plus du nationalisme incurable qui imprègne ses dirigeants. En effet, qu'ont déclaré les dirigeants de la pseudo-gauche du Parti socialiste dimanche 28 mai dès qu'ils ont appris les résultats des élections ? «Je suis fier d'être français» (Henri Emmanuelli), «Notre pays a une haute idée de la politique et refuse une économie de marché sans aucune règle» (Marie-Thérèse Lienemann), «La rupture avec le capitalisme est un songe creux» (Arnaud Montebourg).

Qu'a déclaré le trio Dolez-Filoché-Généreux qui a fait un tour de France et près de 90 meetings pour le «non de gauche». Ils se sont réjoui de l'«allégresse» du «peuple français» qui a manifesté dans les rues «comme en mai 1981». Mais nos trois mousquetaires oublient de mentionner tous les coups portés à la classe ouvrière par la gauche au pouvoir depuis ces mêmes manifestations de liesse. Fidèles à la tradition du nationalisme français le plus arrogant, nos trois «socialistes de gauche» osent écrire que «le non français a créé la possibilité d'une authentique refondation démocratique de l'Europe. Il dit au reste de l'Europe que les pro-européens ont le droit de dire non sans menacer la construction européenne», «La France doit donner l'impulsion nécessaire pour une nouvelle renégociation», etc.

Non seulement nos trois branquignols se gargarisent de mots comme «la France» et la «construction européenne», non seulement ils font le même raisonnement que Chirac en croyant encore que «la France» serait la tête politique de l'Europe, mais en plus ils cachent sciemment que leur construction européenne, qu'elle soit menée par des sociaux-libéraux ou des sociaux-démocrates, est et sera inévitablement une tentative de construire une nouvelle puissance impérialiste aux contours inédits.

Certes, on ignore encore si cette future puissance impérialiste européenne verra vraiment le jour et de quelles institutions politiques définitives elle se dotera, mais l'Union européenne possède déjà sa

monnaie unique et devra un jour posséder une armée unique, ultramoderne, prête à intervenir sur tous les continents, si elle veut jouer pleinement son rôle face à l'impérialisme américain et aux puissances capitalistes émergentes en Asie, l'Inde et la Chine.

La pseudo-gauche du PS a déjà concocté un beau programme : l' «unité de toutes les tendances socialistes», l' «unité de la gauche» et une «nouvelle constitution démocratique européenne». En d'autres termes, ils veulent avoir des strapontins dans le prochain gouvernement bourgeois de gauche et prendre part à la direction de l'impérialisme européen en lui donnant une façade démocratique.

Le PCF, quant à lui, continue à se vautrer dans le respect et le culte de l'Etat bourgeois puisqu'il demande à Chirac (à Chirac !) de «porter avec force la voix de notre peuple et de demander la renégociation du traité avec un véritable débat populaire en Europe».

ATTAC n'est pas non plus en mal de chauvinisme puisqu'elle propose de réaliser un tour d'Europe «pour expliquer le non français» comme si les Européens étaient trop cons et avaient attendu les altermondains pour comprendre ce qui était en jeu dans la construction de l'impérialisme européen.

Dans son éditorial du *Monde diplomatique* de juin 2005 Ignacio Ramonet nous sert tous les lieux communs du chauvinisme de gauche : « (...) la France rebelle a fait honneur à sa tradition de “nation politique par excellence”. Elle a renoué avec sa “mission historique” (...). Depuis ses débuts, en 1958, (...) la construction communautaire a exercé une contrainte croissante sur toutes les décisions nationales (...) ». Les altermondialistes avaient mille fois raison de critiquer le contenu réactionnaire du Traité constitutionnel européen, mais leurs dirigeants ne dénoncent ce qu'ils appellent le « néolibéralisme » (qui n'est qu'un cache-sexe pour le capitalisme) qu'au nom des intérêts bien compris de la nation française, c'est-à-dire de l'impérialisme français.

Une attitude révolutionnaire conséquente consisterait non pas à «expliquer le non français» aux autres Européens mais à construire ensemble, avec toutes les forces révolutionnaires du continent, une analyse et des actions qui puissent contrer la propagande et les mauvais coups des classes dirigeantes européennes. Mais on en est loin...et ce n'est de toute façon pas l'objectif d'ATTAC et des partis de gauche.

Les rabatteurs d'extrême gauche de Fabius, Bové et tutti quanti

Face aux manœuvres politiciennes grossières de la gauche qui aboutiront sans doute à remettre en selle un politicien «social-libéral» (en clair bourgeois) comme Fabius, l'extrême gauche n'a fondamentalement pas d'autre politique à proposer que d'appeler à la victoire de la gauche en 2007, tout en enrobant cet appel de ses habituelles coquetteries hypocrites (il faut un «gouvernement des travailleurs», un «gouvernement anticapitaliste», etc., toutes formules qui ne sont qu'un habillage trompeur des formules de l'Union de la gauche ou de la gauche plurielle).

Les militants du Parti des travailleurs ont certes leurs propres comités, mais soyons sûrs qu'ils appelleront à voter PC-PS. Lutte ouvrière ne s'est pas mouillée dans les comités du non, mais cette organisation a quand même appelé à voter non lors du référendum et appellera certainement à voter PC, voire PS, en 2007, comme elle le fait à presque toutes les élections.

Quant à la LCR, elle a participé aux comités du non aux côtés des opposants du PS et des Verts, et des militants du PCF. Déjà deux jours avant la «victoire» du non certains dirigeants de la LCR confiaient à *Libération* qu'ils entendaient faire perdurer les comités du non après les élections pour pousser la gauche au pouvoir. Et le mardi 31 mai, face aux accusations de division lancées par l'ex-ministre PS Moscovici, Alain Krivine n'a pu que se défendre en affirmant qu'il était «unitaire pour dix». Unitaire pour dix, d'accord, mais pour quoi faire en dehors de porter les politiciens de gauche au pouvoir ?

D'ailleurs, Clémentine Autain, apparentée PCF, n'affirmait-elle pas le lundi 30 mai, d'un air gourmand et matois, sur I-télé, qu'il ne fallait «pas tout de suite parler des présidentielles de 2007», sinon on allait couler les comités du non ? Bel aveu qui dévoile les arrière-pensées de tous ces prétendus adversaires du «social-libéralisme» auxquels la LCR veut s'allier pour, paraît-il, mieux les démasquer !

Les manœuvriers de la gauche et de l'extrême gauche vont faire monter lentement la mayonnaise avec l'appui des altermondialistes et peut-être même de certains libertaires pour finalement sortir de leur chapeau Fabius (ou Bové, pourquoi pas ?) aux présidentielles. Mais que gagneront les travailleurs à miser sur ces chevaux-là ? D'amères désillusions et de nouveaux coups dans la gueule s'ils ne se mobilisent pour leurs propres intérêts de classe sans écouter les sirènes électoralistes.

La lutte sera longue et difficile, mais elle ne passera ni par les urnes ni par les combinaisons politiciennes que nous font miroiter la gauche et l'extrême gauche.

Y.C., 1^{er} juin 2005

1. Cet article s'attache avant tout à démonter les analyses avancées par la «gauche du non» et l'extrême gauche – et accessoirement celles d'un groupe libertaire qui se complaît dans le tacticisme électoral depuis quelques années (Alternative libertaire), reflétant ainsi des illusions qui dépassent très largement les frontières de cette petite organisation et touchent tout le milieu altermondialo-gauchocitoyenniste.

Pour ce qui est des anarchistes traditionnellement abstentionnistes (Fédération anarchiste, CNT-Vignoles, CNT-AIT, OCL, etc.), leur radical anti-étatisme originel et leur antinationalisme affiché auraient dû, en principe, les préparer, plus que d'autres, à une pratique sérieuse de l'internationalisme, en tout cas au minimum au niveau européen. La lecture de leur presse et de leur propagande montre qu'à ce niveau-là ils sont apparemment incapables, et ce depuis des décennies, de construire un réseau international d'analyse et d'action. Connaissant peu ces milieux, il m'est impossible d'en distinguer clairement les raisons profondes, mais le constat est accablant depuis l'échec de la Première Internationale, il y a plus d'un siècle maintenant.

2. Un camarade de la LCR s'est dit choqué à la lecture de ce texte par l'amalgame injuste qui serait fait entre la gauche bourgeoise et son organisation. On comprend mal son indignation alors que, depuis des années, le slogan favori de la LCR est justement : «100 % à gauche !», qu'elle lutte pour une « vraie gauche » et que l'on a vu au cours de la «campagne pour un non de gauche» Olivier Besancenot parader aux côtés des Buffet, Melenchon et autres politiciens de gauche sans leur adresser de critiques fondamentales.

3.. A propos de ce qui est en train de se dérouler dans les nouveaux pays de l'Union européenne, ceux qui lisent l'anglais découvriront avec profit le numéro 2 de la revue *Prol-position* sur le site du même nom. Ils vérifieront qu'un petit groupe révolutionnaire peut parfaitement recueillir des informations utiles sur les luttes ouvrières en Pologne, en Roumanie, en Tchéquie, etc., et réfléchir à la portée des migrations des travailleurs d'Europe de l'Est et à leurs effets sur une puissance impérialiste comme l'Allemagne par exemple, en dépassant les généralités sur l'Europe «libérale» (c'est-à-dire impérialiste) et les polémiques dignes de spécialistes du droit constitutionnel qui ont entouré le texte du TCE.

4. Ceux qui invoquent la nécessité d'une nouvelle «Constituante», mythe vieux de déjà deux siècles, et qui jouent sur la fibre jacobine française très présente chez les «souverainistes de gauche», ne se rendent même pas compte que cette Assemblée a joué son rôle lors d'une révolution...bourgeoise et antimonarchique !

Mais finalement, quelque part, ce n'est pas très différent de ce que raconte Lutte ouvrière quand elle explique que les conseils ouvriers ressembleraient aux conseils municipaux actuels...

On retrouve dans ces deux argumentations la même incapacité de puiser dans les expériences révolutionnaires d'autres pays que la France, par frilosité, par un prétendu souci pédagogique et/ou par incapacité de produire des analyses politiques solides en commun avec des militants révolutionnaires d'autres pays.

A ce propos, il est d'ailleurs caractéristique que les militants français continuent de vivre dans la nostalgie du Mai 68 français, mouvement dont la radicalité et l'importance sont finalement assez réduites quand on les compare aux riches dix années du Mai rampant italien ou à la radicalité bien supérieure des occupations d'usines et des commissions de travailleurs au Portugal durant les années 1974-1975.

Mais l'intelligentsia «soixanuitarde» qui a intégré la direction des médias et des élites politiques de gauche est tellement imbue d'elle-même et a tellement influencé la vision que l'extrême gauche française a de son histoire que les militants, quarante ans après, n'ont pas encore intégré dans leur raisonnement que ce qu'il est convenu d'appeler la «contestation des années 60» a en fait d'abord commencé aux Etats-Unis et que ses pointes les plus radicales sont apparues en Italie et au Portugal, ce qui relativise beaucoup la signification historique de Mai 68. Et si l'on ajoute à cela ce qui se passa notamment dans des pays comme la Tchécoslovaquie et le Mexique, on peut alors donner au Mai français des proportions plus exactes et surtout moins chauvines.

Quelques précisions à propos de « La triste farce de la “victoire du non” »

(1)

Un camarade de la LCR m'écrit : « *Tu es trop critique à l'égard de la LCR quant à l'internationalisme. Le meeting du 8 avril 2005 à la Mutualité était internationaliste (Bloc de Gauche, SSP, Rifundazione et message de Ken Loach), « Rouge » a fait plusieurs articles sur le débat sur la Constitution ailleurs (notamment sur les 200 000 manifestant-es devant le Parlement grec qui ratifiait la Constitution), un camarade va faire un meeting à Barcelone la semaine prochaine, tout comme nos camarades d'Espacio Alternativo étaient venus en France durant la campagne.* »

Dont acte.

Néanmoins, la METHODE de pensée et de travail de la LCR n'est pas internationaliste: une telle méthode supposerait d'avoir travaillé ensemble depuis des décennies avec les organisations sœurs de la Quatrième Internationale (au minimum) pour bâtir une analyse, des actions et des campagnes communes. Et loin de moi l'idée de créer une Internationale qui marche au pas sous la férule d'une section ou d'une direction omnisciente...

Il n'est guère productif d'inviter une fois ou deux fois par an quelques orateurs (dont les positions politiques, dans le cas du meeting du 8 avril, n'étaient pas du tout claires) dans un pays ou dans un autre, et de juxtaposer à la va-vite des analyses nationales reliées par une vague dénonciation de la « mondialisation néo-libérale ».

Il est quand même incroyable qu'une organisation qui affiche une tradition internationaliste ne s'en serve pas pour raisonner d'une autre façon. LO polémiquait avec la LCR dans les années 70 parce que celle-ci croyait en la factibilité de l'Europe et pas LO. Mandel avait écrit d'ailleurs écrit un livre il y a 30 ans environ qui s'appelait *La réponse socialiste au défi américain* où il avançait quelques hypothèses allant dans ce sens.

Or cette souplesse d'interprétation, plutôt positive, vis-à-vis d'une évolution possible de la réalité européenne n'a pas amené pas la LCR à penser son action dans un cadre européen avec d'autres révolutionnaires, ne serait-ce qu'en se limitant aux sections de la Quatrième Internationale. En clair à créer un parti vraiment européen, fût-il « trotskiste pur jus ».

Ce repli national entraîne d'autant plus la LCR (et ses organisations sœurs) à des calculs strictement politiques: appartenir à des blocs électoraux nationaux qui sont inévitablement amenés à cogérer la crise. Un exemple : Bertinotti du PRC, Parti de la Refondation communiste, veut revenir au pouvoir avec DS (les Démocrates de gauche, ex-majorité du PCI) en Italie. Donc demain les camarades proches de la LCR en Italie qui militent dans le PRC se trouveront dans la même situation qu'au Brésil, au sein du PT face à Lula et sa politique anti-ouvrière. Pourquoi ne pas anticiper les situations et les difficultés, plutôt de répéter exactement les mêmes erreurs pays par pays ? Ou alors c'est qu'on pense que la lutte pour le socialisme à l'échelle internationale est impossible. Dans ce cas il faut le dire, et faire son congrès de “refondation” idéologique, comme le SPD allemand à Bad-Godesberg, et ne plus se réclamer du « communisme révolutionnaire ». Au moins, les choses seront plus claires.

Avec toute l'offensive idéologique menée depuis deux jours dans les médias sur les prétendues “solutions” apportées au chômage en Angleterre, en Suède, au Danemark, on va avoir besoin d'un sacré paquet d'infos pour contrer cette propagande. Or nous serions EN AVANCE sur cette offensive si nous expliquions depuis des années à quel point les “solutions” dans les autres pays augmentent les « working poors » (les travailleurs qui ont un boulot mais vivent dans la pauvreté), au lieu de simplement défendre les “conquêtes de 36, 45 ou 68” comme le fait l'extrême gauche, y compris la LCR. Si au lieu d'opposer explicitement ou implicitement un modèle « anglo-saxon » (inexistant puisque la situation en Angleterre

est très différente de celle des Etats-Unis) à un modèle français, nous raisonnions au-delà des frontières
YC. (2 juin 2005.)

(2)

LETTRE DE XAVIER

:« (...). Mais en effet, le texte manque de perspectives. D'autre part je suis en désaccord avec sa logique globale de sous-estimer l'impact de la victoire du Non, et de tous les débats politiques qui ont été générés pendant la campagne et encore maintenant.

Par exemple, Y.C. avance que le Non a été principalement chauvin, sous le prétexte que les forces politiciennes qui l'ont soutenu étaient chauvines ou avaient des illusions sur l'Etat (ce avec quoi je suis d'accord), alors que le rejet populaire de l'Europe proposée a eu avant tout pour origine le ras-le-bol vis-à-vis des politiques "libérales" (c'est-à-dire capitalistes, mais pas consciemment vues comme telles) dont nous sommes victimes. Ainsi, Y.C. surestime le vote explicitement nationaliste des partisans de l'extrême droite, ou des anti-Turquie, alors que dans les débats populaires (je ne parle pas ici des réunions organisées par les forces politiques de gauche et d'extrême gauche, mais des débats informels dans les lieux de travail) n'ont été que très minoritairement marqués (et encore moins dirigés) par ces tendances ultra-réactionnaires. Le sondage Ipsos (certes à prendre avec des pincettes) dont il a été fait publicité sur les réseaux confirme cela.

Ce sondage confirme aussi à quel point le Non a été un vote de classe. Dans les usines, la maîtrise et les cadres votaient majoritairement Oui et les ouvriers votaient Non. Le 30 mai, les premiers baissaient la tête et faisaient grise mine, alors que les ouvriers étaient joyeux de leur victoire (certes uniquement électorale). Ainsi Y.C. sous-estime aussi la défaite que le référendum constitue pour les élites dirigeantes, c'est-à-dire le "camp du Capital", comme dirait Marx, la "bourgeoisie". Or, qui dit défaite des capitalistes, ne dit-il pas victoire de la classe ouvrière, des travailleurs et chômeurs en général, et aussi d'une partie des classes moyennes qui s'affranchissent de plus en plus des illusions à l'égard du système socio-économique dans lequel nous vivons ?

Mais l'attitude de Y.C. est probablement due à sa nostalgie (légitime à mes yeux) des époques où le mouvement révolutionnaire était plus développé. Aujourd'hui on part de loin, et le progrès dans la conscience politique de la population est bien sûr limité. Cette nostalgie empêche ainsi Y.C. de qualifier de victoire ce qui est encore si loin du mouvement révolutionnaire auquel il aspire. Pourtant cet aveuglement risque de conduire à la paralysie. Si on ne voit pas le rapprochement actuel d'une partie de la population des idées révolutionnaires, on ne peut pas y participer, l'encourager...

(...) Quant aux perspectives, j'en ai déjà parlé, je pense qu'il faut non seulement débattre, discuter, mais aussi agir en s'investissant dans le militantisme au sein des organisations d'extrême gauche. Même si c'est chez la LCR ou LO, ou les anars (voire Attac, PC... qui sont de gauche mais pas d'extrême gauche), auxquels je porterai pour ma part des critiques similaires à celles de Y.C.. Cela serait déjà aller dans le sens d'une conscience politique plus grande, de façon concrète, et rompant clairement avec l'attentisme.

Bonne lutte à tous !

Xavier ».

REPONSE A XAVIER

Signification des victoires et défaites électorales

(...) L'analyse électorale est un art pratiqué depuis fort longtemps par toutes les forces politiques. En ce qui concerne l'extrême gauche marxiste, elle repose en général sur trois idées que je schématiserai ainsi:

- 1) la classe ouvrière a des partis de masse qui la trahissent,
- 2) la classe ouvrière peut exprimer sur le terrain électoral de façon déformée ses aspirations,
- 3) la classe ouvrière peut combattre voire vaincre la bourgeoisie sur le terrain électoral et parlementaire.

Le problème est que ces trois affirmations ne tiennent pas (ou plus) la route :

1) Il n'existe, à ma connaissance, aucun parti de masse de la classe ouvrière dans le monde qui représente ses intérêts, même de façon « déformée » (la seule exception que je ferais peut-être est celle du Parti des travailleurs brésilien, de nature trop récente pour être encore définitivement intégré à l'Etat ; l'avenir nous dira quelle sera son évolution, même si son évolution présente nous donne toutes les raisons d'être inquiet).

De fait, les partis dits « ouvriers » de masse, sociaux-démocrates ou staliniens sont des appareils d'encadrement de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie salariée totalement intégrés à l'Etat bourgeois.

Dans le cas français, le PCF et le PS sont des partis dont les appareils vivent des subventions et des postes que leur concède l'Etat bourgeois, quand ce n'est pas d'expédients financiers douteux liés aux mairies qu'ils gèrent.

Ces partis ne « trahissent » donc pas vraiment la classe ouvrière, puisqu'ils ne la représentent pas et qu'ils ne prétendent d'ailleurs plus, depuis longtemps, la représenter. Leur seul souci est de défendre la nation française, c'est-à-dire la bourgeoisie et son Etat.

Cela ne veut pas dire que l'on ne peut pas mener des actions unitaires sur des questions concrètes avec des militants ou des fractions de ces partis, mais cela signifie que ces actions ont des limites dictées par le rapport de forces défavorable entre ces militants et les révolutionnaires (...).

2) Nous ne sommes plus au XIX^e siècle, à une époque où l'on devait se battre quotidiennement pour le suffrage universel et des droits démocratiques élémentaires concernant la liberté d'expression et d'organisation de la classe ouvrière, du moins en Europe, en Amérique du Nord et au Japon. (...).

Dans le cadre précis de l'Europe, il n'existe aucun mouvement ouvrier vivant, qui organise les travailleurs contre leur propre bourgeoisie et contre toutes les bourgeoisies européennes. Et ce n'est pas la France avec ses 7 % de syndiqués, le PS avec ses 120 000 adhérents et le PC avec ses 40 000 qui peuvent prétendre représenter une fraction significative de travailleurs profondément « anticapitalistes » pour reprendre un mot dont le sens est aujourd'hui complètement dévalué.

On voit donc mal dans une telle situation comment les élections pourraient être un « baromètre » d'une lutte de classe qui n'existe pas à une échelle significative (du moins du côté ouvrier ; du côté patronal, le moins qu'on puisse dire est qu'ils luttent pour leurs intérêts de classe !) et d'un mouvement ouvrier anémique et intégré à l'Etat. Les syndicats français n'ont pas de caisse de grève, le nombre de leurs militants (non permanents ou ne pratiquant pas le cumul des mandats syndicaux) se réduit comme peau de chagrin et leur existence repose sur les subventions patronales et l'aide financière de l'Etat.

D'autre part, les ouvriers ne sont pas majoritaires sur le terrain électoral. Le seul terrain sur lequel il puisse y avoir un véritable « vote de classe » (et encore avec des nuances), du point de vue sociologique comme du point de vue politique, c'est celui de l'entreprise, et à condition de ne pas se trouver au siège social de la SCNF, Renault, Publicis ou IBM...

Ou alors c'est que l'on inclut dans cette « classe » (ouvrière) toutes les couches de la petite bourgeoisie salariée, de la paysannerie, des commerçants et des professions libérales. En effet, les

ouvriers représentent 7 millions de personnes en France sur 44 millions d'électeurs. On voit donc mal comment le vote « non » pourrait exprimer un vote de classe ! Sans compter qu'il y a eu lors du référendum 15 millions d'abstentionnistes dont une bonne partie sont... des ouvriers !

Si la gauche ou l'extrême gauche présentaient un programme de classe aux élections on pourrait mesurer, de façon purement statistique, la sympathie pour ce programme dans « la population ». Si des questions concrètes et précises intéressant la classe ouvrière (les 35 heures, la retraite à 50 ans, le droit d'organiser des syndicats ou des comités extra syndicaux dans toute entreprise, l'ouverture des frontières, etc.) étaient proposées au vote, on pourrait savoir quel assentiment ces revendications recueillent dans la population en général, et donc dans la classe ouvrière en particulier.

Ce n'est jamais le cas lors d'élections législatives ou présidentielles. Les enjeux réels et officiellement débattus sont toujours des tripatouillages au niveau de la répartition de pouvoir au niveau local, régional ou national. Quant à l'extrême gauche française, elle se refuse à toute propagande pour le socialisme pendant les périodes électorales – et même en dehors d'ailleurs.

Enfin, dans ce référendum européen, la question était : Etes-vous pour ou contre le Traité constitutionnel ? En quoi ce type d'alternative fait-il la moindre place aux besoins et aux aspirations de la classe ouvrière ?

3) Sur le fond, c'est le troisième point qui est le plus important. L'extrême gauche française se présente aux élections municipales, législatives et présidentielles depuis près de trois décennies, et aux élections européennes depuis moins longtemps. Elle prétendait au départ que c'était pour mieux se faire connaître et surtout mieux faire connaître le programme révolutionnaire. Si le premier objectif a été atteint (on invite Besancenot et Laguiller dans beaucoup d'émissions « people » et dans quelques émissions politiques ; leurs meetings réunissent du monde en province et à Paris), le second a été complètement et sciemment abandonné.

Quel est le bilan de cette présence électorale et des quelques conseillers généraux ou députés européens élus ? Non seulement nul pour les travailleurs des régions touchées par les licenciements de masse et par la répression patronale, mais en plus catastrophique au niveau du contenu de plus en plus réformiste, voire populiste, des campagnes de ladite extrême gauche. Pour avoir une chance d'être élu dans le cadre de l'Etat bourgeois et en dehors d'une situation de grande tension entre les classes sociales, il faut donner des gages à la bourgeoisie. Et c'est ce que fait la gauche, et maintenant l'extrême gauche, depuis des décennies.

Les travailleurs qui votent pour la gauche aux élections ne croient pas au socialisme, ne pensent même pas que le socialisme arrivera par miracle grâce à l'Union de la gauche ou à la gauche plurielle. Durant les années qui ont suivi la « victoire » de 1981, les ouvriers n'ont pas profité de la présence de la gauche au pouvoir pour occuper les usines, remettre en cause la hiérarchie et le salariat, etc. Ils ne sont pas non plus descendus dans la rue quand ils se sont rendus compte que l'Union de la gauche n'avait même pas appliqué toutes les belles promesses contenues dans son très timide « programme commun ». Le seul cas dans l'histoire du mouvement ouvrier français où les ouvriers ont « débordé sur sa gauche » un gouvernement « socialiste » pendant quelques semaines, c'est celui de 1936, il y a presque soixante-dix ans. Mais peut-on faire de cette exception une règle ?

Les ouvriers (et toutes les autres couches sociales) qui votent pour la gauche veulent simplement un gouvernement moins pire que le précédent. Leurs espérances ne vont pas au-delà. En tant qu'électeurs ils partagent la logique du système, ils ne le remettent pas en cause dans les urnes. Comme l'indique un sondage BVA publié dans *Libération* du 6 juin 2005, à la question « Pensez-vous, s'il était au pouvoir, que le PS ferait mieux, moins bien, ni mieux ni moins bien que le gouvernement actuel en matière économique et sociale » 46 % des électeurs potentiels du PS répondent « NI MIEUX NI MOINS BIEN » ! On voit donc que ce ne sont pas les électeurs de gauche qui ont des illusions sur le PS mais bien l'extrême gauche électoraliste qui cherche à leur en donner ! Quant aux 44 % qui répondent « mieux », gageons que cette réponse ne signifie pas pour eux la fin du capitalisme !

En ce qui concerne les résultats du référendum, on peut certes affirmer que les travailleurs ont donné une gifle à une fraction de la classe dominante, mais à condition d'ajouter immédiatement qu'ils ont aussi laissé intacte une autre partie de cette classe dominante, la pseudo-gauche, les Emmanuelli, Fabius, Mélenchon, Montebourg et tutti quanti.

D'ailleurs tu perçois toi-même le problème d'une interprétation positive des résultats du référendum puisque tu écris : « le rejet populaire de l'Europe proposée a eu avant tout pour origine le ras-le-bol vis-

à-vis des politiques “libérales” (c’est-à-dire capitalistes, mais pas consciemment vues comme telles) dont nous sommes victimes ».

Tu admets donc :

– qu’il ne s’agit pas d’un véritable vote de classe mais d’un « ras-le-bol » (notion vague s’il en est et qui peut mener à tous les populismes) et d’un « rejet populaire », le peuple étant une notion extensible et commune à la gauche comme à la droite ; de plus, arguer de la composition majoritairement ouvrière de l’électorat du non ne mène pas très loin. Traditionnellement, entre un tiers et la moitié des ouvriers votent pour la droite ou l’extrême droite, et ce fait statistique ne remet pas en cause la nature bourgeoise de l’UMP ou du FN ;

– qu’il ne s’agit même pas d’un rejet « consciemment » anticapitaliste. (...).

Quant aux « classes moyennes » qui, selon toi, commenceraient à s’ « affranchir de leurs illusions », comment cela se manifeste-t-il pour le moment ? Que je sache, les cadres continuent à appliquer les directives patronales, les juges continuent à appliquer une justice de classe, les professeurs continuent à ne pas remettre en cause leur fonction, etc.

Ou alors tu penses au courant ATTAC et à ses timides propositions de réforme du système capitaliste. En fait, ces classes moyennes-là se plaignent surtout que l’Etat et les entreprises ne reconnaissent pas leurs compétences en les payant mieux et en leur accordant un plus grand prestige social. Elles peuvent faire preuve de compassion vis-à-vis des « pauvres » (mais cela l’Eglise catholique ou l’Islam le font depuis des siècles), vouloir mettre en place un commerce plus « équitable » ou un « développement durable » (1), mais elles n’ont aucune envie, jusqu’à présent, de la moindre révolution sociale qui remettrait en cause leur place dans la hiérarchie des savoirs et des pouvoirs.

Enfin, pour revenir au vote non, du FN aux souverainistes de l’UMP, en quoi la victoire du « non », qu’ils appelaient de leurs vœux, serait-elle pour eux une défaite ? Mystère.

Les révolutionnaires n’ont pas le droit (mais ils le font tous les jours dans leur propagande) de nous faire prendre des vessies pour des lanternes : de faire passer des électeurs atomisés dans l’isolement pour des travailleurs conscients ; de faire passer des ouvriers qui ne s’opposent pas par la grève générale à tous les plans de restructuration depuis trente ans ni à toutes les attaques contre leurs droits sociaux pour des prolétaires anticapitalistes déterminés.

Il n’est pas question de reprocher aux travailleurs une prétendue passivité, mais il faut avoir une vision réaliste du rapport de forces, des défaites et des victoires réelles. On doit faire un lien entre les idées et les actes, et ce lien ne s’effectue pas sur le terrain électoral, mais sur le terrain de la grève, des occupations d’usines, des manifestations, de l’auto-organisation au niveau local, national et international sur toutes les questions politiques.

Quelques pistes sur la question de l’Europe

Si l’on avait voulu débattre sérieusement de l’Europe, il aurait fallu commencer par débayer certaines questions et entamer quelques démarches.

1) Il aurait fallu se mettre d’accord sur la signification profonde de l’Europe et l’Union européenne. Les organisations d’extrême gauche hésitent grosso modo entre deux analyses, qui coexistent d’ailleurs parfois dans leurs textes :

— l’Europe serait une utopie capitaliste réactionnaire vouée à l’échec parce que le capitalisme serait incapable d’abattre les frontières nationales-étatiques.

Pendant les années 50 et 60 certains groupes trotskistes considéraient que le projet européen résultait surtout de la volonté de l’impérialisme américain intéressé de créer une zone de libre échange sur le continent européen pour mieux le dominer. L’évolution de l’Union européenne leur a donné tort mais ils n’ont pas voulu le reconnaître.

C’est pourquoi dans la dénonciation de l’Union européenne il y a toujours un arrière-goût de « complot atlantiste ».

Pourtant on peut difficilement soutenir que la création d’une monnaie unique européenne et de la Banque centrale européenne jugées impossibles par de nombreux groupes pendant des années, n’aient pas été un premier pas significatif vers la création d’un Etat fédéral et la création d’un impérialisme européen, donc une menace pour l’impérialisme américain.

Ces groupes considèrent en fait qu'il n'existe qu'un seul rapport de forces favorables possible : la lutte de chaque classe ouvrière nationale face à propre son Etat nation. C'est seulement dans ce cadre que chaque classe ouvrière peut obtenir des conquêtes sociales importantes et les garantir. Ils regrettent l'Etat providence des Trente glorieuses et veulent que l'histoire revienne en arrière.

— l'Europe unie (et capitaliste) serait une possibilité envisageable qu'il faudrait donc, dans un premier temps, réformer au maximum dans un sens « écologiste, féministe et anticapitaliste ». Les groupes qui penchent pour cette seconde hypothèse sont plus enclins à combattre les institutions transnationales (FMI)

C'est parce que ces analyses n'ont pas été poussées jusqu'au bout que l'extrême gauche a pu surfer sur la vague du non en tenant des propos contradictoires et en s'alliant avec les chauvins du PCF, de la gauche du PS et d'ATTAC.

2) Pour comprendre ce qu'est l'Europe il faut travailler avec des militants d'autres pays à analyser concrètement ce qui est en train de se passer dans les différents pays de l'Union européenne. Ce travail d'échange d'informations et d'analyses mènera à des actions de solidarité et à des luttes à l'échelle continentale, et à une propagande de meilleure qualité, plus imaginative que le ronron ambigu contre l'Europe libérale que nous sert jusqu'ici l'extrême gauche.

YC.

1. Dans un reportage diffusé sur RFI le dimanche 5 juin à propos des entreprises françaises qui investissent en Roumanie, il est intéressant de noter qu'un patron français expliquait qu'il investissait dans le « développement durable » de la Roumanie en payant ses ouvriers locaux 160 euros par mois ! On voit bien comment les concepts apparemment généreux d'ATTAC et des altermondialistes sont facilement récupérables

Lettre de Julien sur la « victoire du non »

J'ai personnellement participé à un collectif pour le non de gauche. Je suis globalement d'accord avec ton analyse même si j'ai participé à ce collectif. Je n'étais pas forcément en accord avec toute la ligne de l'appel des 200, mais il me semblait important que le non l'emporte, car comme tu le dis c'est une bonne claque pour les dirigeants (pas plus hélas qu'une claque pour le moment).

Pour ma part je trouve la position de Claude Guillon assez juste (http://claudeguillon.internetdown.org/article.php?id_article=75), le non est juste un grain de sable dans l'engrenage.

Tant qu'il s'agissait de militer pour le non, ça ne me posait pas de problèmes, nous étions bien tous d'accord pour refuser le système qu'on nous propose.

Comme Claude Guillon, je considère que les anars (je ne parle pas d'Alternative libertaire) auraient mieux fait de militer pour le non et faire passer des idées un peu plus subversives que ce qu'à pu faire l'Appel des 200 sans forcément se compromettre. En tout cas ça mérite débat (j'ai vu que certains syndicats locaux CNT (Vignoles) appelaient à voter non).

C'est « l'après non » qui pose problème, le collectif (au niveau local, en ce qui me concerne, comme au niveau national) continue d'exister, on ne sait pas trop encore pour quel but, mais toujours est-il que ça ne va pas vraiment dans le sens où je le voudrais (cela dit, je m'en doutais bien avant). Je suis bien d'accord avec toi quand tu expliques qu'il est ridicule que le PCF demande à Chirac de porter nos revendications. J'ai encore entendu un dirigeant du PC parler de ça à la dernière réunion. Même chose pour ce qui est de l'Assemblée constituante, cela n'a aucun sens. On a l'impression d'être revenu sous l'Ancien Régime à la veille de la révolution. On parle de cahiers de doléances, de constituante... Cela dit on ne parle jamais de révolution.

La LCR devient clairement de plus en plus réformiste et ses analyses sont assez indignes, même des militants de cette organisation commencent à se poser des questions (il était temps...). Quand Besancenot se contente de réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale, y a de quoi rire.

Pour le moment, j'ai juste l'impression que ces collectifs vont servir de base pour une union de la « gauche de la gauche » ou au moins d'une boîte à idées. Rien de bien transcendant. En tout cas je crois que je vais cesser de participer à ce collectif assez rapidement, je n'ai pas forcément envie de passer pour le « gauchiste » de service.

J'avoue que je suis un peu dépité et j'ai un peu l'impression que le non n'aura pas servi à grand chose (ton article ne m'a pas vraiment remonté le moral en plus :-). Tout cela est décevant, cette campagne aurait pu être l'occasion de mener une vraie lutte internationaliste mais nous sommes restés dans un débat globalement franco-français, et le fait que d'autres pays votent non ne change pas vraiment la donne.

Un détail cela dit: concernant le « plombier polonais », c'est Bolkestein lui même qui a parlé de ça. Les médias ne se sont pas gênés ensuite pour attribuer ça aux partisans du non et tous les faire passer pour xénophobes.

Salutations, Julien, militant à SUD Etudiant

Réaction d'un « militant d'Alternative libertaire » parue dans *Courant alternatif* de novembre 2005.

« (...) Hélas, au lieu d'un commentaire argumenté, *Courant alternatif* a choisi de reproduire, en pages 26-27, sous la tête « Point de vue », l'érucciation bouffonne d'un Yves Coleman...

Du Philippe Val ultra-gauche

Ce papier est tellement bête et méchant qu'on croirait presque le voir gesticuler, et jeter de droite et de gauche les énormités éculées dont les éditos de *L'Express* ou du *Point*, pour ne citer qu'eux, nous avaient déjà régalez pendant des mois.

Florilège : selon Coleman « *la pseudo-victoire du non est le fruit d'une alliance contre-nature dans les urnes* » entre les électeurs du FN et ceux de gauche (l'alliance dans les urnes : tarte à la crème du politologue fatigué) ; « *La campagne [...] a vu ressurgir [...] les formes les plus ambiguës de l'anti-*

américanisme au nom de la dénonciation de l'Otan ou de l'OMC [...]” (dénoncer l'Otan et l'OMC, c'est de l'anti-américanisme : crétinisme libéral pur jus) ; et pour finir, l'affaire du “*plombier polonais*” serait selon lui imputable aux opposants au TCE... qui n'y sont pour rien, puisque cette expression est due à Fritz Bolkenstein – partisan du TCE dans mon souvenir – et a ensuite été martelée par les médias oui-ouïstes jusqu'à faire croire que cette absurdité était due aux opposants. Cette inversion des rôles, Coleman la fait sienne, mais, pris par son élan, il va jusqu'à nous informer qu'en réalité... il n'y a que 150 plombiers polonais en France (ouf, nous voilà rassurés !), donnant ainsi du crédit à cet argument inepte, cinq lignes après s'en être offusqué.

Vu la confusion de ses propos, visiblement, le seul but de ce papier était d'insulter l'extrême gauche – dont bien sûr Alternative libertaire. D'ailleurs que reproche-t-il précisément à AL ? De n'avoir pas appelé, dans le cadre de la campagne, à “*renverser l'État bourgeois et former des conseils ouvriers*”... Brillante idée. Passons. Et quoi d'autre ? D'avoir, en évoquant le 29 mai, parlé d'une “*petite victoire sociale, et une grande victoire symbolique*”. C'est pourtant ce que ça a été, à moins de démontrer le contraire. Pour comprendre ce qu'AL voulait dire par là, il fallait lire la suite, que Coleman ne cite pas : “*Mais tout dépendra alors de ce que nous saurons en tirer. Ce sera pitoyable, si cette victoire sert uniquement de tremplin pour battre la droite en 2007 et la remplacer par un gouvernement de gauche, dont on sait qu'il poursuivra pour l'essentiel la même politique. Au contraire, cette victoire du Non, [...] il faut espérer qu'elle regonfle le moral des classes populaires, qu'elle serve de tremplin pour un renouveau des luttes sociales [...].*” (allocution AL du 1^{er} mai).

La controverse oui, la polémique non. (...)

Pour conclure, je regrette que *Courant alternatif* ait cru opportun d'adresser des critiques à Alternative libertaire par le biais de l'article brouillon d'un auteur fluctuant (2). (...)

Guillaume Davranche

(militant d'Alternative libertaire)

(2) Personnellement je trouve ridicule son indignation, lorsque le PS se fait virer de manif (article “*Aujourd'hui, ils cognent le PS, demain à qui le tour ?*” dans *Ni Patrie Ni Frontière* n° 6-7)...

Bref commentaire sur les procédés d'un plumitif « libertaire »

Si *Ni patrie ni frontières* n'a pas à s'immiscer dans une discussion entre *Courant alternatif* (organe de l'Organisation communiste libertaire) et *Alternative libertaire* (ces deux groupes sont assez grands pour discuter sans notre aide), il est quand même intéressant de souligner les procédés utilisés contre « La triste farce de la victoire du non » dont des extraits avaient été aimablement publiés par l'organe de l'OCL en juillet dernier : insultes personnelles (« éruclation bouffonne », « papier bête et méchant », « Philippe Val ultragauche », « crétinisme libéral », « argument inepte ») et surtout les multiples amalgames, contre-vérités et falsifications grossières concernant le contenu de l'article ou même la question des confrontations physiques avec le PS. A croire que l'auteur n'a même pas parcouru ces textes d'un derrière distrait.

En elles-mêmes, ces attaques d'un petit marquis libertaire n'ont aucun intérêt politique. Mais elles sont symptomatiques d'un mode de « discussion » très répandu, non pas tant entre les groupes ou les individus dits révolutionnaires (cela fait belle lurette qu'ils n'échangent plus aucun argument entre eux, tellement leur pensée est congelée, ossifiée), mais dans le nouveau moyen d'expression « démocratique » qu'est Internet, que ce soit sur les forums de discussion ou les sites « alternatifs » comme Indymedia.

Quand on lit la prose des intervenants, on croirait lire *L'Huma* dans ces beaux jours antigauchistes : maintenant que Dame Buffet et son parti ont « changé » de look, le style inimitable déployé par les calomniateurs et faussaires du PCF pendant des décennies contre l'extrême gauche est recyclé tous les jours sur Internet, sous les formes les plus caricaturales.

Etrange contamination mentale et idéologique que cette incapacité de discuter sérieusement politique à l'extrême gauche, et même dans un milieu plus vaste. Toute discussion se résume à une seule accusation : la personne qui vous critique durement ou qui est en désaccord avec vous défend forcément les mêmes arguments (quand ce n'est pas les mêmes intérêts) que la bourgeoisie française, le sionisme ou l'impérialisme américain. Au choix, ou les trois à la fois.

Pour en revenir à Guillaume Davranche, heureusement que l'auteur de cette diatribe venimeuse nous explique qu'il aime « la controverse mais pas la polémique »...

Cela dit, sa conclusion a au moins un mérite : elle montre que la fonction politique d'*Alternative libertaire* (si tant est qu'elle en ait une à sa petite échelle !) est bien complémentaire de celle de la LCR au sein de l'extrême gauche : faire « espérer » aux travailleurs qu'une bouffonnerie électorale « *regonfle le moral des classes populaires, qu'elle serve de tremplin pour un renouveau des luttes sociales* ». L'opportunisme de cette démarche et de cette phraséologie pseudoradicale est si explicite qu'il rend tout commentaire superflu.

Ni patrie ni frontières

TEMPS CRITIQUES

Quelques remarques sur « La farce de la victoire du non »

Si ta critique des groupes d'extrême gauche et libertaires n'est pas fausse, elle n'en laisse pas moins transparaître une certaine contre dépendance :

- tout d'abord dans l'intérêt que tu y portes. Pourquoi s'intéresser à des groupes comme Alternative libertaire par exemple ou Lutte ouvrière ? Est ce dû à ton parcours politique personnel ? Ou bien est-ce le fait d'une déception par rapport à ce qu'on pourrait attendre de ces groupes ? Cela nous laisse perplexe...

- ensuite dans ton utilisation d'un vocabulaire qui ne rompt pas avec celui de ces groupes. Cela révèle de grosses divergences entre nous quant à la perspective générale de l'analyse et aussi quant aux buts. En effet, la presque totalité du personnel politique post-gaulliste est issue des grands corps de l'État et ne peut absolument plus être classée, comme tu le fais, dans la catégorie des "politiciens bourgeois", mais bien dans celle des fonctionnaires du capital. La défaite de de Gaulle contre les menées giscardiennes au moment des premiers efforts de régionalisation est le signe d'un passage de témoin et il ne faut pas oublier le rôle du Général dans la liquidation de la plupart de l'ancien personnel politique pendant l'exercice de son pouvoir. Seul Mitterrand, le "petit Machiavel" est passé au travers, pour revenir au premier plan, non pas en tant que "politicien bourgeois", mais en tant que chef d'État¹. De la même façon, ta référence acritique à la notion d'impérialisme est d'autant plus mal venue que l'impérialisme français est mort en 1962 et qu'il ne peut resurgir; pas plus qu'un impérialisme européen que tu énonces et dénonces avant même qu'il n'existe! Ce retour est encore moins envisageable sous la forme d'un impérialisme de second rang. Mais pour reconnaître cela, il te faudrait abandonner l'idée de l'existence d'un impérialisme principal (sous-entendu américain). Bref, il te faudrait raisonner en dehors de toute problématique impérialiste, ce que tu ne sembles pas prêt à faire. Aujourd'hui où nous sommes entrés dans l'époque de "l'unité guerre-paix"² et de la fin de tout impérialisme, la référence nationale n'est plus patriotique, mais culturelle et patrimoniale³. A l'échelle géographique de l'Europe, la référence nationale est une référence régionale.

On retrouve cette similitude de vocabulaire avec les groupes que tu critiques, dans la facilité que tu as à leur accorder le qualificatif de "révolutionnaire". Est-ce que ton critère c'est de les croire sur parole, et dans ce cas on comprend que tu sois déçu quand ils cherchent à reformer la Gauche, ou est-ce que tu penses qu'ils font quand même partie de la grande famille diversifiée des révolutionnaires? Dans les deux cas, tu reproduis une position avant-gardiste critiquable et intenable. Aujourd'hui, toute critique d'une perspective partidaire de la révolution, inclut ipso facto, la critique de la

¹ En tant que chef d'État ... gaullien, c'est-à-dire le chef d'un État de type interclassiste (le vote ouvrier pour le gaullisme fût une réalité) qui s'était débarrassé de l'ancien personnel politique représentant les intérêts de la bourgeoisie patrimoniale liée à la première industrialisation.

² Cf. "L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital", *Temps critiques*, hors série, septembre 2003; texte également publié dans *Violences et globalisation*, L'Harmattan, 2004.

³ Par exemple les vigneron du Languedoc-Roussillon cherchent à défendre leurs vins et les vins français, mais ils chient sur Airbus et les trusts pharmaceutiques, cette gloriole de "l'industrie française".

conception du révolutionnaire "professionnel", militant séparé de la classe ou des autres individus, comme on le voudra car ce n'est pas ici le problème. Or, on ne rencontre nulle part chez toi ce type de critique des néo partis d'avant-garde.

Mais revenons en au fond. Les remarques sur la "fierté nationale" des révolutionnaires français, fierté qui s'appuierait sur les écrits de Marx quant à la force politique du mouvement ouvrier français, ne sont plus, d'après toi, valables. Ce n'est qu'une affirmation, qu'il te faudrait étayer sérieusement.

Le fait que la France ait été le pays des révolutions a fortement imprégné toutes les couches de la population et fonctionne comme référence. Certes, cela n'est une garantie contre rien comme a pu le montrer l'épisode vichyste, mais tu sais très bien que cela joue encore un rôle à travers l'universalisme réel et non pas mythique qu'expriment un certain nombre de principes qu'on ne retrouve pas affirmés avec autant de force et de constance dans d'autres pays d'Europe; principes que, toi, comme nous, nous défendons. On peut d'ailleurs faire ici une référence précise à cette sorte "d'égaliberté" prônée par Babeuf et qui produit encore une grande résonance dans les esprits comme au sein des conflits sociaux récents. Toute la polémique autour du "voile islamique" relève de la même spécificité à aborder les sujets en termes politiques plutôt qu'en termes sociaux et culturels. C'est patent quand on regarde la différence d'approche en Angleterre sur cette question.

Relever le caractère universaliste, à divers degrés, des révolutions qui se sont produites en France ne conduit pas forcément à en faire une essence nationale. Or c'est ce que tu subodores dans toute référence historique à un événement politique géographiquement situé!

Ton texte semble souvent une réaction plus affective que réfléchie dans laquelle tu mélanges des à peu près (cf. les amalgames entre l'idéologie républicaine et laïque d'un côté et le mouvement altermondialiste qui est si peu laïc que T.Ramadan est un de ses héros!) et une méconnaissance de l'extrême gauche française qui, pour la plus grande part, ne fait jamais référence à la Résistance. C'est le cas des anars en particulier, mais aussi des trotskystes les plus conséquents et ne parlons pas de la mouvance altermondialiste/tiers-mondiste, muette sur cette question. Les seuls à y avoir fait ouvertement référence sont les anciens maos dont une partie est aujourd'hui dans l'establishment politique et s'avère fervente partisane du ...oui!⁴). Par contre, ce qui est bien commun à tous ces groupes, c'est une pratique souterraine au quotidien, de culpabilisation anti-française assez agressive. Cela explique en partie leurs positions plus que gênées sur le voile, leur soutien à l'appel des "Indigènes de la République", etc.

A partir du moment où tu t'engages dans cette voie, tu analyses tout en termes de chauvinisme —voire même de xénophobie. Ainsi, tu sembles aussi furieux que les journalistes du journal *Le Monde* au sujet du fameux "plombier polonais". Mais les ouvriers suédois qui ont réagi à la venue d'ouvriers "sauvages" des pays baltes sont-ils français ? chauvins ? xénophobes ? ou défendent-ils simplement leur niveau minimum de salaire et en conséquence cela n'a rien à voir avec une question de nationalité ? Il y a d'ailleurs fort à parier que n'importe quel travailleur immigré en France depuis une date plus ancienne aurait la même réaction que le travailleur "français".

⁴ Tes attaques systématiques contre le "Non" d'extrême gauche auraient mérité quelques précisions sur ta position quant au "Oui". Tu restes muet sur ce point, mais si le "Non" est impérialiste, pour toi, alors qu'est le "Oui"? Une autre alternative impérialiste? Un progressisme qui hâte le jour de la révolution mondiale parce qu'il participe de la destruction de la forme État-nation ? On n'en saura rien...

Avec le symbole du plombier polonais (pur produit médiatique dont, comme tu le dis, la quantité est infinitésimale), on est loin des émeutes anti-italiennes d'Aigues-Mortes⁵ au début du XX^e siècle.

Un mot sur l'internationalisme

L'internationalisme prolétarien, qui n'a malheureusement été que rarement effectif et productif à l'époque des classes ouvrières combattantes, des luttes de classes et du prolétariat-sujet, est aujourd'hui hors de propos. Tu en as quelque part conscience quand tu accuses l'extrême gauche du "Non" de ne pas avoir tenté un rapprochement avec les forces révolutionnaires des autres pays de l'Union européenne. Tu n'envisages donc cet internationalisme aujourd'hui, que comme un internationalisme de mini-organisations politiques, un internationalisme croupion mais européen. Ce faisant, tu ne touches pas ici le point essentiel. Ta critique du souverainisme devrait pourtant te porter à entrevoir l'ambiguïté de la notion d'internationalisme dans la mesure où elle cherche encore à s'appuyer sur l'existence d'un État-nation. Dans ce slogan, jadis, le programme prolétarien dévoilait à la fois son lien et son antagonisme avec la révolution bourgeoise et nationale. Il s'agissait pour lui, d'affirmer sa particularité de prolétariat situé dans un État-nation qu'il combattait. Mais l'internationalisme n'est plus une possibilité dans la société capitalisée parce que :

- le capital n'est plus structuré essentiellement à partir d'une base nationale, aussi bien à son pôle capital (économie en réseau, investissements directs à l'étranger, multinationalisation et délocalisations) qu'à son pôle travail (dans un pays d'immigration traditionnelle comme la France, la force de travail n'a plus rien de nationale au sens de nationalité, même si elle continue à percevoir les transformations de ses conditions à partir d'un ancrage national, du point de vue du droit du travail et des acquis sociaux) ; et qu'il ne peut plus affirmer une quelconque positivité ou identité au sein de la société capitalisée.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas un fil historique entre universalisme et internationalisme. En fait chacun des termes renvoie à l'autre, le précède historiquement et l'engendre. L'universalisme des Lumières anticipe la révolution à titre humain que la bourgeoisie se chargera de circonscrire à la conquête de la liberté individuelle et de la propriété privée, valeurs que l'internationalisme prolétarien traduira en termes de classe. En effet, si la bourgeoisie pouvait encore conserver le terme d'universalisme dans la mesure où elle faisait coïncider idéologiquement sa position de classe avec la position de tous les individus libres – d'où le fait que tu emploies le terme de "mythe universaliste" dans ton article – ce n'est plus possible pour le prolétariat qui doit affirmer sa position contre les autres classes, dénoncer tout universalisme comme bourgeois. Cette vision perce aussi dans ton article. Or aujourd'hui, quand il s'agit d'agir en terme de révolution à titre humain et non plus à titre simplement prolétarien comme à l'époque où la classe pouvait encore s'affirmer, c'est à nouveau l'universalisme qui doit servir de référence essentielle.

L'un des défis contemporains du capital à travers la dynamique de globalisation c'est d'imposer au sein de sa société, la "société capitalisée", un multiculturalisme qui soit l'exact pendant de la multiplicité des flux qui circulent au sein de ce qu'on continue à appeler encore "l'économie". Ce multiculturalisme demande la reconnaissance de tous les particularismes comme constitutifs d'un nouvel modèle universel procédant par combinatoires et qui prend le contre-pied de celui que tu dénonces tant et qui est issu des Lumières. Si ce modèle est puissant, c'est qu'il englobe les particularismes, les identités, les cultures, les langues, les valeurs, etc. Sa capacité opératoire réside dans cette puissance de combinaison, d'amalgame de

⁵ Cf. Cubero J.R. (1995), *Nationalistes et étrangers : le massacre d'Aigues-Mortes*. PUF. Voir aussi, Barnabà E. (1993), *Le sang des marais : Aigues-Mortes, 17 août 1893, une tragédie de l'immigration italienne*. Via Valeriono.

particularités homogénéisées, abstraisées, de sorte qu'il ne s'agit en rien d'un dépassement (lequel déboucherait lui sur des singularités) mais d'une positivité absolue, totalisée, dont l'emblème est le réseau mondial informatique.

Il faut bien reconnaître que les États-Unis semblaient au plus proche de cette caractérisation avant que la "révolution néoconservatrice" ne vienne brouiller la question⁶. Face à ce "modèle paradoxal"⁷, la France exprime encore un peu dans son vieil universalisme⁸ républicain, une tendance forte à la communauté humaine. C'est ce qui la pose de façon très ambiguë, on te l'accorde, en contre modèle.

Temps critiques

Juin 2005

⁶ De la même façon qu'on peut s'étonner que la critique du capitalisme laisse de plus en plus de place à la critique du néo-libéralisme, on s'étonnera que l'anti-américanisme le plus courant vise davantage cette révolution conservatrice que la combinatoire multiculturaliste.

⁷ Cf. Slavoj. Žižek, *Que veut l'Europe*. Climats, p.187 et ss.

⁸ Universalisme pourtant quotidiennement contredit par la crise de l'État nation qui l'affecte.

Réponse à *Temps critiques* : malentendus et désaccords

Chers amis,

Je vous remercie de vos critiques et vous prie de m'excuser de vous répondre si tardivement. Il m'est impossible de traiter en détail tous les points que vous abordez, aussi n'en choisirai-je que quelques-uns.

« Pourquoi s'intéresser à des groupes comme *Alternative libertaire* par exemple ou *Lutte ouvrière* ? » écrivez-vous pour ensuite critiquer l'« utilisation d'un vocabulaire qui ne rompt pas avec celui de ces groupes » et une « contre-dépendance » par rapport à eux ; marquer votre désaccord avec l'étiquette de « révolutionnaire » que ce texte leur attribuerait avec une trop grande « facilité » ; dénoncer une « méconnaissance de l'extrême gauche française qui, pour la plus grande part, ne fait jamais référence à la Résistance » ; et me demander de me situer par rapport à « la conception du révolutionnaire "professionnel", militant séparé de la classe ou des autres individus ».

« Rompre »?

Tout individu a un passé politique, passé qu'il a plus ou moins bien digéré, y compris au niveau du vocabulaire, ou avec lequel il a (ou croit avoir) radicalement « rompu » – ce qui n'est pas mon cas, du moins si vous entendez par là « jeter le bébé avec l'eau du bain ».

Il me semble cependant un peu vain de reprocher à son interlocuteur de n'avoir pas le même passé que vous, ou de ne pas en avoir tiré les mêmes leçons. Derrière cette idée de la « rupture » définitive, je sens poindre l'illusion de détenir la Vérité, qui serait préservée, elle, de toute d'une « contre-dépendance », réelle ou supposée.

Si j'en crois vos écrits, vous avez un passé politique (et sans doute plusieurs, puisque vous êtes un collectif) dont on décèle les traces dans vos textes. Vous avez, comme la plupart des individus ayant pas mal bourlingué, conservé une partie des idées de votre jeunesse, et une part du vocabulaire des groupes ou des penseurs qui vous ont influencés, en y ajoutant une dose d'idées nouvelles, ou qui contrastent fortement avec les précédentes.

Cela vous permet, par exemple, de considérer que certaines analyses marxistes des classes, de l'État, du capitalisme, de l'impérialisme et du rôle historique du prolétariat étaient valables jusqu'à une certaine époque et que maintenant elles ne le seraient plus. Mais vous n'avez pas poussé le désir de « rompre » jusqu'à appliquer ce type de critique aux écrits de Marx et à son époque. Vous avez choisi de vous arrêter à mi-chemin dans votre « révision critique » du marxisme en préservant une partie de votre héritage antérieur. De votre passé, vous ne faites qu'en partie table rase, vous aussi.

Comprenons-nous bien. Le choix de certains concepts ou de certaines explications idéologiques n'est pas neutre, bien sûr, mais, vu les différences de terminologie entre militants venant de différents courants, ayant des expériences politiques variées, dans des pays divers, n'est-il pas plus important de cerner quels sont les véritables désaccords politiques que de s'empailler sur des termes qui nous sont chers, pour de bonnes ou de mauvaises raisons ?

Si l'on veut qu'un débat soit fructueux, il faut admettre l'existence de traditions opposées qui expriment les mêmes idées avec des mots différents. Sinon, le débat se résume à un rapport de forces : « Parle et écris comme moi, sinon tu n'es pas des nôtres », ou « Tu n'as pas fait le même bilan que moi, donc tu es dans l'erreur », tels sont les messages subliminaux que l'on perçoit dans beaucoup d'échanges. Pas étonnant que l'on aboutisse le plus souvent à des monologues d'autosatisfaction.

C'est la raison pour laquelle la revue *Ni patrie ni frontières* a publié des textes souvent jugés « hétéroclites » ou d'« intérêt inégal » par ses critiques (1). L'objectif était de montrer, ou au moins de faire sentir (mais apparemment le message n'est pas bien passé auprès de *Temps critiques* ou d'autres camarades), des proximités politiques qui allaient au-delà d'un vocabulaire commun ou d'une

appartenance partisane identique, proximités qui sont généralement les seules dignes d'intérêt aux yeux des militants.

Si l'on prend par exemple le numéro de *Ni patrie ni frontières* sur le sionisme et l'antisionisme, il est évident qu'il n'y a, à priori, rien de commun entre les trotskystes de l'AWL, groupe dogmatique et « droitier » sur de nombreuses questions, et des anarchistes américains appartenant à un Comité de soutien à la Palestine. Mais, si l'on prend la peine de lire, sans lunettes sectaires, « De Trotsky au trotskysme des imbéciles », d'un côté, et, de l'autre, « Quelques suggestions pour renforcer le mouvement de solidarité avec la Palestine », on s'apercevra que les deux textes convergent sur un certain nombre de points. Ce sont justement ce type de convergences qui sont les plus fécondes, car elles pointent vers de nouvelles façons d'envisager la théorie et l'action « révolutionnaires ».

Il est exact que mon « vocabulaire », hérité d'un long passage dans des groupes trotskistes ou trotskisans dans les années 60 et 70, et sans doute aussi certaines idées défendues par les quelques personnes qui écrivent à titre individuel dans *Ni patrie ni frontières*, sont en partie inadéquates pour appréhender la réalité actuelle, voire qu'ils révèlent l'existence de « graves divergences politiques » avec votre revue.

Vous donnez de ces « graves divergences » deux exemples. Le premier relève du pinaillage : la différence que vous établissez entre « politiciens bourgeois » et « fonctionnaires du Capital » m'est bien connue depuis au moins trente ans – et c'est justement l'un des éléments qui m'ont à l'époque amené à « rompre » avec le trotskysme, courant pour lequel le capitalisme se réduit à la propriété privée des moyens de production. Vous employez ici un procédé polémique qui consiste à partir d'une différence de vocabulaire pour en induire une divergence fondamentale, afin de bien creuser le fossé avec votre interlocuteur, et de le sommer de se rallier à votre position.

Le second exemple de divergence est plus convaincant : selon vous, il n'existerait plus d'impérialisme, ni français ni américain ni d'aucun « État-nation » car ceux-ci seraient en train de disparaître.

Impérialisme ou fonctionnement en réseaux ?

Je n'ai pas étudié suffisamment le sujet pour adopter les yeux fermés vos thèses – vous m'en excuserez. Mais je crois que vous posez de bonnes questions, que vous avez souvent le souci de vous dégager de la langue de bois et des pseudo-analyses répétitives de l'extrême gauche ou des libertaires, même si je ne suis pas convaincu par vos réponses.

Pour le moment, je fonctionne donc avec de vieux concepts et de vieilles analyses. Cette démarche me semble plus honnête que d'adopter vos positions sans les avoir assimilées. Là aussi, on trouve une situation classique dans les discussions politiques : dans un premier temps, on considère que son interlocuteur est naïf, ignorant ou incohérent (voire les trois à la fois !), puisqu'il ne partage pas vos positions ; puis, dans un second temps, on perd patience en le sommant d'adopter votre analyse. Total : aucun dialogue fructueux et à long terme, ouvrant la porte à une évolution des deux interlocuteurs, n'est possible.

J'avoue avoir du mal à comprendre ce que vous appelez le « fonctionnement en réseau » du Capital moderne. L'intervention américaine en Irak ou la chape de plomb que fait peser l'armée française sur toute une série de pays africains, pour ne citer que deux exemples assez frappants, ne me semblent pas cadrer avec un « fonctionnement en réseau » où les structures fondamentales des États nationaux seraient en perte de vitesse et l'impérialisme (ou les impérialismes) en voie de disparition. Mais je ne désespère pas d'arriver à bien saisir votre perception de la réalité actuelle du capital et de l'État et peut-être vous donner un jour mon point de vue à ce sujet.

En tout cas, au niveau des conséquences politiques, et d'un point de vue militant, ce qui me semble le plus important, il n'y a aucun lien automatique entre le fait d'utiliser encore le concept d'impérialisme (qui selon vous n'est plus opératoire) et l'anti-américanisme ou l'antilibéralisme à tendances chauvines. Et si vous me faites ce procès, vous vous trompez de cible.

« Méconnaissance de l'extrême gauche » et Résistance

Vous dites que les « trotskystes les plus conséquents » (en fait uniquement Lutte ouvrière, donc ni le PT, ni la LCR ni les autres groupes trotskystes plus petits) seraient vaccinés contre le poison

nationaliste de la Résistance. Pour LO, je n'en doute pas, quant aux autres, vous me permettrez d'en douter.

C'est bien mal connaître l'histoire du mouvement trotskyste français et international que de croire qu'il se serait livré à une solide critique de la Résistance, en tout cas sur les mêmes bases que celles des « internationalistes du troisième camp », pour reprendre le titre du trop bref opuscule de Pierre Lanneret sur le sujet.

Sans doute ignorez-vous que le PCI (qui rassembla après la Libération presque tous les trotskystes français à l'exception du minuscule groupe Barta, lointain ancêtre revendiqué par Lutte ouvrière) édita une brochure après guerre pour expliquer que, s'il n'était pas le « parti des fusillés » comme le PCF, il avait lui aussi un passé de résistant ? Sans doute ignorez-vous que les errements chauvins de certains groupes furent passés sous silence et qu'aucun bilan n'en fut tiré pour faciliter l'unification de tous les courants de l'époque ? Sans doute ignorez-vous les débats très vifs au sein du mouvement trotskyste international pendant et au sortir de la Seconde Guerre mondiale, autour de la question nationale en Europe ? Sans doute avez-vous oublié la cour éhontée que fit la LCR à Charles Tillon, ministre de l'Air pendant les massacres de Sétif, lorsque ce stalinien mal repenté présida le Secours Rouge dans les années 70 ? Sans doute ignorez-vous que, encore il y a deux ans, lors d'une université d'été de la LCR, une affiche critique vis-à-vis de la Résistance rédigée par une de ses tendances, fut immédiatement arrachée ? Sans doute n'avez-vous pas pris connaissance du numéro de la revue *Dissidences*, publication animée par des historiens trotskystes ou trotskysants, sur les « trotskystes et la Seconde Guerre mondiale » ? Comme je leur écrivais :

« En ce qui concerne la position de la majorité des groupes trotskystes par rapport à la Résistance, il me semble que vos articles sont très complaisants et vos rares citations soigneusement choisies pour minimiser le problème. Depuis la Commune de Paris, on sait qu'il existe une tradition patriotique d'extrême gauche, cela n'a rien de vraiment nouveau, il suffit de lire Jules Vallès, par exemple. Je trouve dommage que vous n'évoquiez pas cette continuité, non pas pour la stigmatiser ou la condamner automatiquement (si vos rédacteurs partagent cette position, libre à eux), mais au moins pour montrer l'écart qui sépare les positions de principe du groupe Barta (ou de la gauche communiste italienne) de celles des autres groupes.

« Cet écart n'est pas simplement dû à des divergences secondaires, aux réflexes sectaires d'une dizaine de militants. Il traduit une profonde divergence politique que vous passez allégrement sous la table. Et cette divergence politique a des effets encore aujourd'hui, puisque les descendants supposés de Barta (LO) sont régulièrement accusés d'être des collabos déguisés, tout ça parce qu'ils se sont refusés (et se refusent) encore à voir la moindre potentialité révolutionnaire dans la Résistance.

« Et je n'ai aucune tendresse particulière pour les écrits de Barta qui voyait dans la progression militaire de l'Armée rouge une avancée pour la révolution socialiste mondiale (« La stratégie communiste a pour tâche de coordonner la lutte de l'Armée rouge avec le développement de la lutte de classes dans les pays capitalistes » – 30 juin 1941 – « L'avance soviétique rapproche l'heure de la révolution socialiste en Europe » – 20 janvier 1943 – « Les victoires de l'Armée rouge seront la victoire du socialisme si les ouvriers des pays capitalistes d'Europe accomplissent la révolution prolétarienne » – 28 février 1943). On peut difficilement imaginer une position plus dangereuse pour les ouvriers d'Europe de l'Est – et de l'Ouest – que celle de Barta. D'autre part, en ce qui concerne la France, il est évident que si l'organisation de Barta avait eu quelques centaines de militants, ils auraient été obligés de se poser la question de la lutte armée, des alliances tactiques éventuelles avec les FTP. Et cela n'est jamais évoqué dans les textes de l'UC puis de LO sur la question. »

Aucun d'entre vous n'a sans doute jamais milité longtemps dans une organisation trotskyste, ni ne suit les débats internes ou publics entre ces tendances. Vous en êtes pardonné, à chacun sa croix ! Pourtant vous devriez au moins savoir que ces groupes (LO, la LCR et le PT) qui sont aujourd'hui dominants dans l'extrême gauche en France ont été complètement modelés par des gens qui ont connu la période de la Résistance et formé leurs successeurs à leur image : pour ne prendre que quelques noms, intéressez-vous à l'histoire de Robert Barcia dit Hardy (LO), à celle de Pierre Boussel dit Lambert (PT) ou à celle de Pierre Frank, aujourd'hui décédé (LCR), et vous constaterez que la référence à la Résistance est essentielle pour comprendre à la fois le fonctionnement de ces groupes, aujourd'hui, et leur politique, notamment par rapport à la question nationale, à l'Europe, etc.

Que la référence à la Résistance ne soit pas explicite dans leurs publications ne signifie pas qu'elle ne fasse pas partie du patrimoine politique de ces groupes et de leurs plus jeunes militants. Il est d'ailleurs à noter que dans plusieurs débats sur le soutien à la prétendue « Résistance » irakienne actuelle, il a été fait allusion à des comparaisons avec la Résistance française, y compris dans la presse trotskyste anglosaxonne – mais sans doute ne vous intéresse-t-elle pas.

Vous dites que le mouvement altermondialiste ne serait pas marqué par la Résistance et que seuls quelques maos des années 60 et 70 auraient colporté le mythe de la Résistance (les « mao spontex » de la Gauche prolétarienne et les « mao-staliniens » étaient quand même largement majoritaires à l'époque dans l'extrême gauche, vous l'avez oublié, et ils ont efficacement poursuivi leur décervelage chauvino-stalinien pendant une bonne quinzaine d'années ; d'ailleurs on retrouve une minorité d'entre eux... à la CNT-Vignoles).

Lorsqu'on voit le nombre d'anciens maos et d'anciens staliniens qui militent à ATTAC et dans toutes les associations liées aux luttes dans le « tiers monde » et y occupent des postes de petits cadres, on se demande bien d'où a pu vous venir cette idée baroque.

La nature a horreur du vide et, s'il y a bien une référence politique qui fasse la quasi-unanimité à gauche et à l'extrême gauche, c'est bien celle de la Résistance.

Pour comprendre un courant ou une situation politique, il faut tenir compte de l'explicite et de l'implicite.

Si l'on prend le cas des États-Unis, on ne peut s'expliquer pourquoi la vente et la possession d'armes y sont aussi libres et pourquoi il existe des milices d'extrême droite très actives dans ce pays, si l'on ne connaît pas les conditions dans lesquelles s'est déroulée la Guerre d'indépendance et la mythologie qui en est née... il y a trois siècles.

Dans votre texte, vous soulignez avec raison la prégnance de l'universalisme du XVIII^e siècle, des révolutions des XVIII^e et XIX^e siècles et de la laïcité depuis le début du XX^e siècle. Mais curieusement vous semblez considérer que la Résistance, qui s'est déroulée à une période beaucoup plus récente de l'Histoire, et a marqué plusieurs générations, aurait moins marqué la société française.

Pourtant, elle continue à influencer la vision politique des militants français actuels, même si elle n'est pas mentionnée tous les jours dans leurs discours.

D'autant plus que, par sa proximité chronologique, c'est la seule lutte armée sur le territoire « national » qui puisse encore être parlante pour des jeunes dont le grand-père, la grand-mère ou un ami de leurs grands-parents « a fait » la Résistance. D'ailleurs les groupes terroristes d'extrême gauche, type Action directe, ne se sont jamais livrés à la critique du nationalisme de la Résistance (ni du stalinisme, idéologie fondamentalement chauvine sous toutes les latitudes).

Enfin, au niveau du langage quotidien de la propagande d'extrême gauche, la nazification constante de tous les adversaires politiques (du « CRS-SS » de 1968 au « Sharon=Hitler » d'aujourd'hui) et la référence constante au « pétainisme » quand ce n'est pas à la « fascisation » dans les critiques adressées aux politiciens ou aux idéologues de droite montrent bien que l'on n'a toujours pas dépassé l'horizon politique de cette époque, avec toutes les implications nationalistes qu'elle suppose. Face aux « nouveaux Hitler », à la « fascisation rampante » et au « pétainisme », quel est le mouvement le plus solidement porteur de valeurs — dans le cadre bourgeois — sinon la Résistance ?

L'étiquette de « révolutionnaire »

Si un jour se produit une révolution socialiste (et il faut espérer qu'elle se déclenche dans plusieurs pays à la fois, sinon elle sera vouée à l'échec), on trouvera dans la bagarre à nos côtés toutes sortes d'hommes et de femmes qui ont été ou seront dans des groupes ou des partis qui se disent aujourd'hui, ou se diront demain, « révolutionnaires ».

Autant au XIX^e ou au XX^e siècle le terme de « révolutionnaire » avait encore un sens, autant aujourd'hui ce mot n'en a plus aucun : ni vous ni moi n'avez participé les armes à la main à la moindre révolution ni en France ni dans quelque pays du monde que ce soit. A moins que l'un de vous ait pris les armes aux côtés des castristes ou des sandinistes (révolutions bourgeoises) ou participé à la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956, ni vous ni moi ne méritons cette étiquette. Pas plus d'ailleurs qu'Arlette Laguiller, Alain Krivine ou n'importe quel militant d'un groupe trotskyste ou anarchiste actuel (la plupart des anarchistes qui ont participé à la Révolution espagnole sont morts, et en tout cas ce ne sont pas eux qui dirigent, pardon « animent », actuellement les organisations anarchistes ; de plus les

anarchistes espagnols ont pour la plupart soutenu, les armes à la main, un régime... républicain bourgeois contre Franco).

Ce n'est donc pas dans le sens concret et précis de « révolutionnaire » que j'emploie ce mot. Il s'agit d'une référence au seul discours, à la lutte pour une société sans classes et sans État, but final en principe commun à tous les anarchistes et courants d'extrême gauche ou d'ultra gauche. Ce mot désigne aussi plus largement un objectif (la révolution), qui nous est commun et qui devrait nous permettre de débattre sans ménagement et éventuellement de mener des actions ensemble contre la bourgeoisie – pardon, le Capital.

Dans un bon documentaire (*Banlieue rouge* de Daniel Kupferstein) sur la cellule Pablo-Picasso du PCF, plusieurs militants qui ruent dans les brancards et occupent des postes au conseil municipal d'Ivry se disent « communistes » et « révolutionnaires ». J'ignore s'ils sont sincères, mais si j'avais l'occasion de les rencontrer, j'essaierais de discuter de leurs contradictions (dont certains d'entre eux sont d'ailleurs parfaitement conscients, si l'on en croit ce film). Mais on ne peut mettre un trait d'égalité entre le bilan historique du PCF depuis 1920 (son soutien sans faille et récurrent à certaines fractions de la bourgeoisie, ou du Capital, sa participation à la gestion de l'État bourgeois au niveau local comme national, son soutien au « capitalisme d'État » dans les pays dits socialistes, etc.) avec le bilan de LO, de la LCR ou d'Alternative libertaire, même si l'on est en désaccord total avec ces organisations.

Ce n'est pas simplement par souci de ne pas être isolé, de trouver des interlocuteurs, c'est aussi tout simplement que leurs « trahisons » (ou plus exactement leurs responsabilités historiques) ne sont pas à la même échelle... jusqu'ici, en dehors du Brésil où un ministre appartenant à la même « Quatrième Internationale » que la LCR se trouve au gouvernement et gère la « réforme agraire » contre les paysans.

Sur le fond, la divergence entre nous se situe sans doute ailleurs, et c'est d'ailleurs une caractéristique de la mouvance « ultraradicale » dans laquelle vous vous situez : pour vous, les militants des organisations d'extrême gauche ou libertaires sont quantité négligeable, ce qui compte ce sont les prolétaires (ou plutôt, pour *Temps critiques*, les « individus ») révoltés en dehors de ces groupes. Pourtant, c'est un faux débat d'opposer les uns aux autres, comme s'il existait un fossé infranchissable entre les deux. Dans les périodes de montée des luttes, les « inorganisés » se regroupent soit dans des organisations politiques, soit dans des comités divers (tels les comités d'action en 1968), et le langage des groupes révolutionnaires se radicalise suffisamment pour attirer une proportion significative d'« inorganisés » demeurés jusque-là farouchement « apartidaires ». Ces groupes, ou des fractions de ces groupes, sont susceptibles d'évoluer de façon significative, y compris dans le bon sens. Et c'est notre responsabilité de nous adresser, entre autres, aux éléments les plus critiques de ces groupes, et ce sans la moindre illusion. Il ne s'agit pas d'« une déception par rapport à ce qu'on pourrait attendre de ces groupes », comme vous l'écrivez ; ni « de les croire sur parole », ni de se bercer d'illusions sur une hypothétique « grande famille diversifiée des révolutionnaires » mais tout simplement de pédagogie.

Des « révolutionnaires professionnels »

Vous me reprochez de ne pas critiquer la notion du « révolutionnaire professionnel séparé de la classe ou des autres individus ». Je n'approuve pas la conception théorique que vous dénoncez (conception qui a elle-même évolué après *Que faire*, Lénine, ayant comme à son habitude, « tordu le bâton » dans un sens pour le retordre dans l'autre, et ce à plusieurs reprises) et surtout la caricature qui a été mise en pratique par les divers partisans du « léninisme » après la victoire de la révolution russe (avant 1917, la fraction bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie n'avait pas grand-chose à voir avec le monstre bureaucratique qu'elle est devenue une fois parvenue au pouvoir). Sur ce point, nous serons peut-être d'accord.

Par contre, si vous me demandez de mépriser ceux qui partagent ces conceptions, de Lénine à Krivine, pour caricaturer, je ne vous suivrai pas sur ce terrain. J'emploie à dessein le mot de « mépris », car c'est ce que j'ai pu observer chez de nombreux « ultraradicaux » antiléninistes.

Tout d'abord, ils prennent trop au sérieux le portrait que les militants des groupes trotskystes ou léninistes dressent d'eux-mêmes, et la légende qu'ils tissent dans leurs écrits. Même s'ils se présentent comme des « révolutionnaires professionnels », ce sont aussi des êtres humains ayant une « vie privée », qui n'est pas entièrement contrôlée par leur organisation – heureusement pour eux, d'ailleurs, sinon ils ne tiendraient pas si longtemps au sein ou à la périphérie de ces groupes.

Certains n'ont aucune vie sociale en dehors de leur organisation politique, mais ce n'est pas le cas de la majorité d'entre eux, surtout quand il s'agit de prolétaires. Certains, je dirai même beaucoup, ont des œillères et sont dogmatiques... mais ce trait psychologique et politique n'est pas – hélas ! – une particularité « léniniste ». Certains font parfois passer les intérêts de leur organisation avant les intérêts des travailleurs en lutte, mais pour le moment cela se déroule à une échelle très limitée, et surtout les autres courants politiques qui les critiquent n'ont pas absolument pas fait leurs preuves.

Il existe d'ailleurs aussi de nombreux radicaux antiléninistes complètement coupés des réalités de « la classe », voire n'ayant aucun milieu social réel. Ils méprisent tellement le travail syndical, les revendications immédiates et le salariat qu'ils sont incapables de s'intéresser aux problèmes quotidiens de leurs collègues et ne se passionnent que pour les grands débats théoriques sur la différence entre la « soumission réelle » et la « soumission formelle » au Capital. Ils sont tellement convaincus de posséder la Vérité qu'ils attendent que « les prolétaires » aliénés en arrivent aux mêmes conclusions qu'eux. Pas étonnant que ces groupes restent toujours microscopiques et que leur influence demeure nulle.

D'autres ultraradicaux, plutôt libertaires ou conseillistes ceux-là, considèrent que diffuser un tract est déjà un acte « autoritaire », une violation de la liberté de penser des exploités. Créer une organisation politique, ce serait créer un embryon de bureaucratie. Le maximum qu'ils s'autorisent c'est à servir de porte-voix, de caisse de résonance, d' « agent de liaison » entre différentes entreprises, quand il y a des luttes. Ce sont, comme on le disait méchamment dans les années 60, des « commentateurs de la lutte des classes ».

La sincérité, le dévouement, la passion révolutionnaire des uns et des autres ne sont pas en cause. Mais quelle peut être l'efficacité de telles attitudes sur le long terme, en quoi prépare-t-elle l'avènement d'une révolution socialiste mondiale ou du communisme ?

Les quelques lignes ci-dessus dressent, bien sûr, une caricature de ces milieux ultraradicaux, mais mon propos était de montrer que l'antiléninisme, en soi, n'offre aucune garantie.

Enfin, tout dépend de ce que l'on vise en critiquant l'idéologie du « révolutionnaire professionnel » : est-ce le fait que ses partisans sont des hommes et des femmes passionnés de politique et prêts à user leur santé et éventuellement à risquer leur peau pour la cause de la révolution ? ou est-ce le fait que parmi eux on trouve des individus au tempérament de bureaucrates voire des micro-bureaucraties ?

S'il existe un désaccord entre nous sur ces questions, ce serait plutôt que je pense qu'il faut que se créent des organisations politiques et donc, à terme, des Partis révolutionnaires. (D'ailleurs cela ne devrait pas être un scoop pour vous cf. « Un parti anticapitaliste » dans le n° 1 de *Ni patrie ni frontières*.) J'ignore comment éviter qu'ils se transforment en avant-gardes qui se substitueront aux exploités, mais je ne vois pas comment on pourrait se passer de partis dans la lutte pour le communisme.

Laïques et altermondialistes ?

Selon vous, j'amalgamerais « l'idéologie républicaine et laïque » avec « le mouvement altermondialiste qui est si peu laïc que Tariq Ramadan est un de ses héros ». Là encore, vous inventez des divergences là où il n'y en a pas. Je vous renvoie donc au numéro 10 de *Ni patrie ni frontières* sur la laïcité et la religion ; et, pour ce qui concerne Ramadan, à « 40 reasons why Tariq Ramadan is a reactionary bigot » (« 40 raisons pour lesquelles Tariq Ramadan est un bigot réactionnaire » en anglais sur le site mondialisme.org). Ce texte décortique plusieurs livres de l'idéologue musulman et a notamment servi à des camarades britanniques pour combattre l'influence des islamistes au sein de la NUS, le syndicat étudiant britannique. Par contre, là où il y a peut-être une divergence d'appréciation, c'est dans la possibilité d'un mélange entre citoyennisme, tiers mondisme, apologie de la démocratie participative et sécularisme à l'anglo-saxonne (ce que l'on appelle en France la « laïcité ouverte »). C'est justement là l'originalité potentielle de Ramadan et de ses potes français (cf. le livre *L'une voilée l'autre pas* et les nombreux textes que l'on trouve sur le site « Les mots sont importants », des Tevanian, Bouamama et consorts) et l'explication des passerelles entre différents courants du mouvement altermondialiste. Mais évidemment si vous croyez qu'il n'y a qu'un seul courant républicain et un seul courant laïque (le vôtre, le pur et dur, universaliste et potentiellement communiste), pas étonnant que des malentendus s'installent entre nous.

« Internationalisme » ou « universalisme » ?

Vous affirmez que je réduirais la question de l'internationalisme aux liens existant entre « *de mini-organisations politiques* ». Cela relève d'un faux procès, même si, je vous l'accorde, « La triste farce... » est un texte plutôt négatif, qui ne propose pas grand-chose.

Tout d'abord il est évident que, lorsqu'on s'adresse à des militants d'organisations d'extrême gauche ou libertaires, on leur parle des positions de leurs... groupes et de ce qu'ils ont les moyens de faire immédiatement, avec leurs moyens limités. Et « La triste farce... » était au départ un court billet d'humeur provocateur (qui s'est considérablement allongé au fil des jours pour répondre aux critiques) s'adressant à cette frange organisée qui essayait (et essaye encore) de nous faire prendre des défaites pour des victoires, des reculs pour des avancées, et qui surtout alimente des illusions dont l'ampleur est beaucoup plus vaste que le petit milieu d'extrême gauche ou libertaire.

Dans ce texte, je n'ai effectivement pas pu le préciser, mais je suis parfaitement conscient que l'internationalisme prolétarien n'a jusqu'ici guère eu de succès, comme je l'ai d'ailleurs écrit dans *Metamute* (magazine Internet britannique) en juillet dernier :

« L'internationalisme n'est pas un sentiment spontané. Il doit être nourri par une culture politique commune, des discussions, de nombreuses réunions, etc. Il doit mobiliser l'énergie de gens qui parlent plusieurs langues, de traducteurs et d'interprètes, etc. C'est un processus long et difficile que de communiquer dans plusieurs langues, lorsque les interlocuteurs viennent de cultures politiques différentes, et même s'ils appartiennent au même courant politique. (...)

« L'internationalisme doit correspondre à une nouvelle vision de l'Europe [et du monde, aurais-je dû ajouter], vision qui devrait rompre avec l'universalisme bourgeois français fondé sur la Déclaration des droits de l'homme, et aussi bien sûr rompre avec l'universalisme bourgeois américain, son ennemi principal à l'échelle mondiale. Tous deux ont de solides racines nationales, même si leurs partisans, dans toutes sortes de pays, pensent qu'ils ont une vision internationaliste, parce qu'ils défendent la conception française ou américaine de la liberté et de la démocratie.

« L'un des objectifs du Traité constitutionnel, fortement influencé par les politiciens français, d'où son nom de "constitution Giscard" (2), était de faire adopter une nouvelle idéologie pour l'impérialisme européen qui tente maintenant d'apparaître sur la scène mondiale et de se donner des structures politiques cohérentes.

« Développer et créer un nouvel internationalisme signifierait que des forces nombreuses et variées acceptent d'agir et de penser en même temps, dans les mêmes termes, dans différentes langues. L'internationalisme n'est pas une collection, un rassemblement de nationalismes de gauche. Il doit être créé avec de nouveaux concepts et moyens intellectuels.

« La Première Internationale est peut-être plus proche de ce dont nous avons besoin aujourd'hui. A l'époque, le processus d'intégration nationale n'avait pas encore atteint le niveau qu'il atteignit durant l'apogée de la Seconde Internationale ; pour les militants de la fin du XIX^e siècle l'internationalisme se définissait avant tout par une profonde empathie pour les valeurs des Lumières, ainsi que la lutte contre toutes les dictatures et les Églises. La Deuxième Internationale a rassemblé des partis aux perspectives purement nationales, comme le montre leur position pratiquement unanime en faveur de la guerre en 1914. Et la Troisième Internationale a été subordonnée au centre russe et à ses intérêts purement étatiques. Nous devons inventer une nouvelle façon de pratiquer l'internationalisme. »

Vous préférez appeler cela « l'universalisme », ou plaider pour un va-et-vient dialectique entre internationalisme et universalisme. Pourquoi pas ? Vous soulevez avec raison les ambiguïtés du terme internationalisme – mais ces ambiguïtés étaient déjà présentes il y a un siècle et demi, du moins si l'on se situe dans la perspective marxiste la plus radicale. Le terme ne me pose aucun problème, mais je ne réduis point la question de l'internationalisme à des liens entre de « *mini-organisations politiques* », comme vous le prétendez. Si vous vous étiez reporté à *Prol-Position*, bulletin informatique d'information sur les luttes ouvrières, auquel fait référence « La triste farce... » et dont les éditoriaux ont été traduits et publiés sur le site mondialisme.org vous auriez pu lire de nombreux comptes rendus sur des luttes dans plusieurs pays d'Europe, articles bien éloignés de toute préoccupation groupusculaire...

« Culpabilisation antifranaise » ?

Cette expression sous votre plume est pour le moins curieuse. Je comprends que la « culpabilisation » vous dérange, à cause de sa dimension manipulatrice et moraliste. Sur ce point nous sommes d'accord. Mais en quoi l'expression d'un sentiment « antifranaise » vous irrite-t-elle ? Vous qui paraissez si

pointilleux sur l'usage du vocabulaire, vous reprenez ici une expression fort prisée de nos adversaires politiques.

Dans votre réponse vous dénoncez une « *culpabilisation antifrançaise assez agressive* » qui serait le fait des milieux altermondialistes, et vous citez en exemple « l'Appel des indigènes » (sur ce sujet voir « *The rise of islam and its negative consequences for the French Left* » (L'essor de l'islam et ses conséquences négatives pour la gauche et l'extrême gauche françaises », pour le moment en anglais sur le site mondialisme.org).

Je ne crois guère à une véritable « culpabilisation antifrançaise » dans des milieux qui se gargarisent sans cesse de la République, du citoyennisme, y compris les fameux « indigènes », surtout quand ils expliquent en même temps que la France n'a pas été assez reconnaissante avec ses troupes coloniales... On nage en pleine confusion politique, chez ces gens-là, ou plutôt dans un marais d'opportunistes qui surfent sur des problèmes réels, mais dont il est vain d'attendre la moindre cohérence intellectuelle, et surtout la moindre radicalité.

De fait, si les « indigènes » ont un avenir, ce sera beaucoup plus dans une logique de lobbying pour minorités ethniques qui connaîtra sans doute le même parcours politique que le féminisme (3), ou que ses modèles anglo-saxons. Parti à gauche, voire à l'extrême gauche, ce mouvement finira dans des associations type les « Noirs Bac+5 » (qui existent déjà) dont la cause est certes respectable (ils protestent contre les discriminations scandaleuses dont ils sont victimes à l'embauche) mais dont l'objectif (ajouter une touche de couleur dans le camp des exploités) ne peut être le nôtre.

A ma connaissance, il existe en Europe un seul courant prétendument « antinational » important, les Anti-Deutsch en Allemagne (il y en a aussi un en Grèce mais plus faible), mais ce mouvement repose sur la dénonciation de la culpabilité collective du peuple allemand dans les crimes du nazisme. Parti de l'extrême gauche maosiste, il en est arrivé aujourd'hui à soutenir les entreprises militaires d'Israël (par crainte d'être accusé d'antisémitisme) et de l'impérialisme américain – pardon, de la puissance américaine.

Quant à lui, le mouvement altermondialiste est très loin d'une démarche « antinationale », donc « antifrançaise », pour des raisons évidentes : de la Révolution de 1789 à Mai 1968, il a de quoi se gargariser de la supériorité politique française, tout comme vous d'ailleurs, mais pour d'autres raisons, heureusement, en ce qui vous concerne.

Vous affirmez que je confonds un événement qui se produit dans un cadre national avec son caractère automatiquement chauvin, démarche qui serait effectivement stupide. Mon propos était uniquement de relativiser la prétendue exemplarité de la France : depuis la Commune de Paris (et encore ne s'agissait-il pas d'une insurrection vraiment ouvrière et avait-elle une dimension nationaliste), il y a plus de 130 ans, le prolétariat français contrairement à d'autres prolétariats européens n'a plus jamais essayé de détruire l'État bourgeois. Vous semblez considérer que dans les autres pays européens les exploités ne sauraient pas explorer les voies du politique mais seulement celles du syndicalisme, de l'« économisme trade-unioniste » (pour parler comme Lénine) ou du communautarisme. En admettant que cela soit le cas (et c'est inexact, au cours des cent dernières années, pour l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie, le Portugal, l'Espagne et... la Russie — j'en oublie sans doute), en quoi cela induit-il une « force » politique quelconque ? Et pourquoi cette supériorité politique serait-elle en quelque sorte éternelle de 1789 à nos jours, sur le seul territoire « français » ?

De plus, autant la force politique d'un prolétariat donné pouvait intéresser un Marx qui privilégiait les révolutions armées et les barricades, autant on ne voit guère en quoi une telle caractéristique serait utile à vos yeux puisque pour vous il n'y a plus ni classes, ni États-nations, ni impérialismes, et que la perspective d'une insurrection armée centralisée vous semble encore plus lointaine qu'elle ne l'était dans les années 20.

Quant à la question du lien entre multiculturalisme (maintes fois critiqué dans *Ni patrie ni frontières* et dans les textes traduits par la revue, cf. par exemple « Les différences culturelles justifient-elles le sexisme ? » de Janine Booth,) et chauvinisme, je ne crois pas du tout que ces deux idéologies s'excluent l'une l'autre, comme en témoignent les exemples américain et britannique. Il existe un chauvinisme multiculturel, c'est d'ailleurs une des grandes réussites du système américain que de pousser ses nouveaux citoyens à payer le prix du sang sur les champs de bataille à chaque génération.

« Plombiers polonais » ou soutien aux luttes de classe dans les PECO ?

Vous me mettez dans le même panier que les journalistes du *Monde* à propos des « plombiers polonais », mais vous oubliez gaillardement de mentionner les analyses parues dans *Prol-Position* qui montrent à quel point les entreprises de l'Ouest européen (allemandes mais aussi françaises) pillent les pays d'Europe de l'Est. Si vous vous étiez intéressés à la démarche des camarades de *Prol-Position* cités dans « La triste farce... » vous auriez découvert que l'objectif était beaucoup plus large : tisser des liens entre les travailleurs de l'Est et de l'Ouest de l'Europe, ne pas laisser les luttes isolées notamment lorsqu'elles se déroulent dans les mêmes multinationales, démasquer la propagande nationaliste de chaque bourgeoisie nationale, etc.

Cela suppose donc de montrer notamment comment les entreprises françaises qui investissent à l'Est paient des salaires de misère, dégraissent à tour de bras, persécutent les organisations syndicales et font tout pour augmenter la productivité des travailleurs (voir à ce sujet « The "French touch" in the CEECs*: lay-offs, low wages, limited freedom and high productivity », « La "touche française" dans les nouveaux pays de l'Est : licenciements, bas salaires, violations des libertés syndicales et productivité effrénée » sur le site mondialisme.org. Cet article écrit en août donne de premiers éléments empiriques qui auraient parfaitement pu être utilisés au cours des discussions autour du TCE).

Chauvinisme ou défense du « niveau minimum de salaire » ?

« Les ouvriers suédois qui ont réagi à la venue d'ouvriers "sauvages" des pays baltes sont-ils français ? chauvins ? xénophobes ? ou défendent-ils simplement leur niveau minimum de salaire ? » écrivez-vous.

Les termes de vos questions sont pour le moins ambigus. Les antagonismes entre prolétaires ne sont pas seulement liés à l'origine ethnique ou nationale, et sont aussi vieux que le capitalisme. Il suffit de lire pour cela l'autobiographie de Martin Nadaud, maçon de la Creuse, qui montre à quel point les Creusois étaient victimes de discriminations dans le bâtiment au XIX^e siècle et de toutes sortes de légendes « racistes ». Idem pour les conflits potentiels entre jeunes et vieux, hommes et femmes, individus plus rapides ou plus lents, etc., sur le marché du travail. L'argument réaliste (ou maladroit ?) de la défense du « niveau minimum de salaire » peut justifier toutes les dérives. Je ne vois pas bien ce que ce truisme vient faire dans votre raisonnement « radical ».

Mais il y a plus grave. La Suède, tout comme le Danemark, est un pays redoutablement chauvin et xénophobe, et ce bien avant la récente indépendance des pays baltes, comme les ouvriers finlandais peu qualifiés qui travaillent en Suède le savent déjà depuis des dizaines d'années, tout comme les autres immigrés « extra européens » arrivés plus récemment. Chasses à l'homme organisées par des groupes de skinheads et de néo-nazis contre les travailleurs immigrés le samedi soir, plaisanteries racistes, brimades policières sont le lot quotidien des ouvriers ou résidents étrangers « basanés » vivant en Suède. De plus la naturalisation dans ces pays est un processus extrêmement difficile, comme en témoignent les difficultés que rencontrent les Scandinaves eux-mêmes lorsqu'un Danois épouse une Suédoise ou vice versa. Votre exemple est donc particulièrement mal choisi.

« Il y a d'ailleurs fort à parier que n'importe quel travailleur immigré en France depuis une date plus ancienne, aurait la même réaction que le travailleur "français" », écrivez-vous. Effectivement. Mais je ne vois pas pourquoi il ne faudrait pas dénoncer le racisme ou la xénophobie des travailleurs immigrés contre d'autres nationalités ou ethnies. Le texte n'aborde pas ce problème parce que les étrangers ne votaient pas lors des dernières élections sur le TCE, et surtout parce qu'il n'existe aucune organisation immigrée influente qui mènerait une propagande contre les immigrés les plus récents et qui serait massivement reprise par les médias ou les grands partis politiques.

On ne peut confondre des préjugés largement répandus dans toutes les couches de la population (française ou étrangère) et une idéologie politique telle que le chauvinisme de gauche, « à la française », défendu de façon plus ou moins masquée par des organisations et des syndicats qui osent encore affirmer défendre les intérêts des travailleurs. Il y a un certain continuum entre les préjugés chauvins, racistes ou xénophobes des individus pris isolément et les partis politiques (ou les syndicats) qui s'en servent pour parvenir au pouvoir ou s'y maintenir. Mais il est évident que, dans les conversations individuelles comme dans la propagande, on ne s'adresse pas de la même façon :

- aux individus qui peuvent avoir des paroles maladroites, parfois en contradiction avec leurs actes dans les luttes ou dans la vie quotidienne (4),

- et aux militants et cadres politiques de gauche ou d'extrême gauche qui font flèche de tout bois dans leur propagande, et ignorent les principes de base qu'ils sont censés défendre.

Ne faites-vous pas la différence, par exemple entre un travailleur néerlandais qui se révolterait contre la concurrence des travailleurs illégaux sur le marché du travail et exprimerait des opinions racistes ou xénophobes dans une conversation au boulot ou au bistrot, et un syndicat néerlandais qui mettrait à la disposition du public un numéro vert pour dénoncer les illégaux – comme c'est le cas aux Pays-Bas ? Dans le premier cas, vous essayeriez de discuter avec ce travailleur, dans le second cas, vous dénonceriez le syndicat comme un agent de la bourgeoisie (pardon, du Capital) sans faire preuve de la moindre « compréhension » !

Référendum : et le Oui ?

« Si le "Non" est impérialiste, pour toi, alors qu'est le "Oui"? Une autre alternative impérialiste? Un progressisme qui hâte le jour de la révolution mondiale, parce qu'il participe de la destruction de la forme État-nation ? » demandez-vous.

Je ne me suis pas intéressé au vote « oui » car ce vote, lui aussi composite (il n'y a pas 10 millions de bourgeois qui ont voté oui) était encore pire que le vote non, dans la mesure où il acceptait sans la moindre critique le cadre fixé par les fractions dominantes de la bourgeoisie, pardon du Capital. Les partisans les plus conséquents du oui étaient favorables à la création d'une « Europe puissance », c'est-à-dire d'un impérialisme européen doté d'un Etat européen fédéral et supranational et d'une armée européenne « efficace ». Quant aux partisans du non, ils se divisaient de façon artificielle en partisans traditionnels de l'Etat nation (donc, du pré carré de l'impérialisme français, de Villiers à Le Pen en passant par Chevènement) et en défenseurs d'une « autre Europe » dont le citoyennisme et l'altermondialisme ne se différenciaient des partisans du oui que par des phrases creuses contre l'épouvantail du méchant « néolibéralisme », paravent dont l'unique fonction est d'éviter la discussion sur la nécessaire destruction du capitalisme, du salariat et de l'Etat. Quant à épouser les explications absurdes données par Toni Negri, auxquelles vous faites allusion, il me semble que les positions de ce monsieur ne valaient pas la peine d'être mentionnées, car elles n'ont certainement influencé que lui-même et encore....

En espérant que ces quelques précisions permettront de lever certains malentendus entre nous et vous rendra moins « perplexes », je vous envoie mes plus fraternelles salutations.

Y. C.

1. Il est amusant à ce propos que vous citiez votre texte « L'unité guerre paix du capital » comme s'il m'était inconnu... alors qu'il a été reproduit dans *Ni patrie ni frontières* n° 4-5 en juin 2003 !

2. Comme l'ont précisé les « constitutionnalistes » Bastien François (co-auteur de *La Sixième République* avec Arnaud Montebourg) lors d'une interview à RFI et M. Bourgeois (au nom prédestiné !!! – et l'un des rédacteurs de la Constitution portugaise après le 25 avril) au cours des Journées parlementaires du PCF à Saint-Arnand-les-Eaux le 30/09/2005, l'objet d'une Constitution est de créer un consensus autour de valeurs, de réaffirmer l'unité nationale (quand il s'agit d'un pays) ou de créer une unité continentale (dans le cas du défunt TCE) pour lui donner de solides bases juridiques, morales et politiques. Dans les deux cas, une Constitution a pour but de créer du « lien social », comme disent les politiciens. A moins de considérer toutes ces discussions comme d'ordre purement théologique, on doit quand même se demander quelles sont les forces matérielles qui poussent depuis cinquante ans les États européens à créer une structure juridique et politique supranationale.

L'hypothèse d'un impérialisme européen en gestation me semble, pour le moment, la plus pertinente, comme l'illustrent les nombreuses études concrètes menées par le groupe italien Lotta comunista depuis plus de vingt ans sur les grands groupes industriels européens et dont une partie ont été éditées dans le mensuel français *L'Internationnaliste*. Pour les questions géostratégiques dont ce groupe est (parfois exagérément) friand on se reportera à *L'Europe et la guerre*, et *L'Ordre instable du multipolarisme* de Guido La Barbera, et *Le Monde multipolaire* d'Arrigo Cervetto. Certes, à en lire sa presse publique, ce groupe semble faire une fixation sur la prose, les stratégies et les actions des classes dominantes, mais au moins ces camarades essaient-ils de comprendre les rapports entre les différentes puissances à l'échelle

mondiale et l'évolution possible de l'Union européenne. A ma connaissance, un tel travail n'a été mené par aucune autre tendance révolutionnaire de façon aussi systématique. Bien sûr, cela ne signifie pas qu'ils aient raison (d'ailleurs qui a « raison » en cette période de recul et de tâtonnements ?), mais au moins leurs hypothèses les plus stimulantes reposent sur des données concrètes et précises, permettant débats et réfutations

3. Sur la chaîne parlementaire (LCP), une jeune journaliste pleine de fougue et d'ignorance, partie interviewer les féministes historiques françaises et accessoirement allemandes pour réaliser un documentaire à ce sujet, s'émerveillait qu'en Allemagne il existe des hôtels uniquement pour femmes, des sex-shops qui leur soient réservés, etc. A sa liste des conquêtes du « féminisme allemand » elle aurait aussi pu ajouter l'existence des call-boys, gigolos d'un soir et autres go-go dancers masculins.

4. Il ne faut cependant pas idéaliser la solidarité entre Français et immigrés. Toutes les activités déployées par le Réseau éducation sans frontières en solidarité avec les enfants de sans-papiers (cf. Ni patrie ni frontières n° 11-12 et surtout le site web d'Education sans frontières) montrent certes qu'il existe un potentiel « internationaliste ». Mais sans doute est-ce lié à deux facteurs : d'une part, il s'agit généralement d'enfants mineurs et la compassion est plus grande chez ceux qui les connaissent bien (grâce aux contacts devant l'école, dans les squares, les réunions de parents d'élèves, les fêtes d'anniversaires, les rencontres dans le quartier) que vis-à-vis d'adultes anonymes ; d'autre part, la féminisation prononcée du corps enseignant explique sans doute une plus grande empathie vis-à-vis de ces enfants, car les femmes-professeurs sont souvent mères elles-mêmes. Mais il existe aussi des contre-exemples. Un immeuble hébergeant de vieux travailleurs d'Afrique du Nord dans le nord de Paris a été vidé de ses occupants le mardi 3 octobre 2005 et, comme le soulignaient ces hommes de 60-70 ans, aucun habitant du quartier ne s'est manifesté, alors qu'ils habitent là depuis des dizaines d'années. Ces prolétaires ont dû passer des heures dans la rue avec leurs affaires, sous la pluie, dans le froid, avant d'être dirigés sur un gymnase où ils dorment sur des tatamis en attendant, en principe, d'être relogés.